

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

page*2:
Editions Page deux

SYLÉPSE



Les éditions Syllepse se sont associées pour cette série sur l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine aux éditions Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari Editore (Italie), aux revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), aux sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, ainsi qu'aux blogs *Entre les lignes entre les mots* (Paris) et *Utopia Rossa*, au Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et au Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entre-leslignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>

15 AVRIL 2023

ISBN: 979-10-399-0158-1

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES - 75020 PARIS

Illustrations: DR



TABLE DES MATIÈRES

POUTINE PARTOUT, JUSTICE NULLE PART
MICHELE NOBILE ET ROBERTO MASSARI

5

LIBÉREZ MAKSYM BUTKEVYCH

APPEL POUR LA LIBÉRATION DE MAKSYM BUTKEVYTCH

9

INTERNATIONALISME

UKRAINE, PALESTINE ET INTERNATIONALISME
VLADYSLAV STARODUBSTEV

13

LES SUDS AVEC L'UKRAINE
UKRAINE COMBART

20

PRISES DE POSITION

C'EST L'ALARME!
RÉSISTER AUJOURD'HUI

23

PLUS QUE JAMAIS, PLEIN SOUTIEN À LA LUTTE DU PEUPLE UKRAINIEN
COLLECTIF LÉODILE BÉRA

25

À PROPOS DE LA « MENACE NUCLÉAIRE » ET DE LA GUERRE EN UKRAINE
BERNARD DRÉANO

27

LES TROUPES RUSSES DOIVENT QUITTER L'UKRAINE, IMMÉDIATEMENT ET SANS CONDITIONS
ALBERTO NADAL, MARCELINO FRAILE

32

LA GAUCHE PARLEMENTAIRE ET L'HOLODOMOR
MICHEL LANSON

34

POUR LE BOYCOTT DES ENTREPRISES FRANÇAISES TRAVAILLANT EN RUSSIE
JEAN COUTHURES

36

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

DES ANARCHISTES RUSSES, UKRAINIENS ET BIÉLORUSSES QUI COMBATTENT CONTRE LA RUSSIE
ANALYSENT L'IMPÉRIALISME DE L'OTAN

PROPOS RECUEILLIS PAR ALONA MALAKHAEVA ET JOSE ÁNGEL SÁNCHEZ ROCAMORA

39

L'UKRAINE ET LA QUESTION DE L'AUTOGESTION
PATRICK LE TRÉHONDAT

40

« NOUS CRÉONS DES SYNDICATS INDÉPENDANTS DANS LES HÔPITAUX »
ENTRETIEN AVEC OKSANA SLOBODIANA

45

SOTSIALNYI RUKH SOLIDAIRE DU MOUVEMENT CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES EN FRANCE

MARKO BOJCUN (1951-2023), UN MARXISTE UKRAINIEN

« NOUS SOMMES PASSÉS DU NATIONALISME UKRAINIEN AU SOCIALISME
RADICAL, CERTAINS D'ENTRE NOUS AU TROTSKISME »

MARKO BOJCUN

54

BILKIS, UN FÉMINISME DANS LA GUERRE

UNE STATION D'ALIMENTATION

BILKIS

62

BOÎTES ALERTES

LA RUSSIE AU MIROIR DE MACHA

ANDRÉ MARKOWICZ

65

DIMITRI NAÏDITCH, « LES CHANSONS SANS VOIX »

ARTICLE REPRIS DU WEBZINE WWW.JAZZIN

68

CARRÉ BLANC POUR LE CARRÉ NOIR

69

SOTSIALNYI RUKH, LA COMMUNE DE PARIS ET LA MOBILISATION SOCIALE EN FRANCE

71



POUTINE PARTOUT, JUSTICE NULLE PART

MICHELE NOBILE ET ROBERTO MASSARI¹

La Cour internationale de justice de La Haye a enfin lancé un mandat d'arrêt pour crime de guerre contre Vladimir Vladimirovitch Poutine, président de la Fédération de Russie, et Maria Lvova-Belova, commissaire aux droits de l'enfant du bureau présidentiel. Poutine et Lvova-Belova sont tenus personnellement pour responsables de la déportation de milliers d'enfants ukrainiens vers la Russie. Par ailleurs, la procédure d'adoption d'enfants ukrainiens par des familles russes avait été simplifiée par une loi spéciale au printemps dernier (décrets du président Poutine des 25 et 30 mai 2022).

Ce crime est digne du nazisme, c'était une pratique courante en Argentine, où les enfants des personnes assassinées par la junte militaire avaient été donnés en adoption.

Poutine est donc désormais, à toutes fins utiles (et donc aussi légalement), un criminel de guerre, qui peut être arrêté dans 123 pays à travers le monde. Il est désormais assimilé à d'autres criminels comme Omar Al-Bashir, président du Soudan, condamné pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide, dans le cadre du conflit au Darfour.

S'il s'agit peut-être du plus odieux des crimes de guerre commis sous les ordres de Poutine en Ukraine, pour ses caractéristiques, la déportation d'enfants n'est qu'un crime parmi tant d'autres : il y a 71 000 événements documentés qui peuvent être classés comme crimes de guerre.

Ceux qui ont des sympathies pour l'agression russe contre l'Ukraine se trouvent désormais à sympathiser avec un criminel recherché. En effet, comme nous, depuis le blog *Utopia Rossa*, l'avons déjà dénoncé il y a quelques mois, la déportation d'enfants n'est pas seulement un crime de guerre mais un des éléments – parmi le moins équivoque – qui définissent le crime de génocide selon la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, article II (e) : «Le transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe.»

La déportation et l'adoption forcée d'enfants ukrainiens en Russie font partie intégrante du projet colonial de destruction de la nationalité ukrainienne.

L'étape suivante est précisément la condamnation de Poutine pour génocide pour la déportation d'enfants ukrainiens, ainsi que :

- l'attaque des infrastructures énergétiques de l'Ukraine en plein hiver, avec l'intention de provoquer la mort en masse de civils par froid ;
- l'incitation au génocide, non explicite mais résultant logiquement de l'annulation de l'identité, de la déshumanisation du peuple ukrainien, de la négation d'une nationalité distincte et de sa criminalisation comme étant dirigée par de prétendus « nazis ».

C'est dans ce contexte que l'on peut expliquer les plusieurs milliers de civils tués sous les bombardements, les massacres de Boutcha, Irpin, Izium, Lyman, Marioupol, les tortures et les viols, les millions de personnes déplacées et réfugiées dans le reste de l'Europe, ainsi que les civils déportés en Russie.

Comme nous l'avons déjà écrit dans des textes précédents, il est nécessaire de parvenir le plus rapidement possible à la création d'un tribunal indépendant



1. Éditeurs du blog *Utopia Rossa*, membres des Brigades de solidarité éditoriales.

pour les crimes du gouvernement russe, à l'instar du tribunal Russell, qui avait jugé les crimes de guerre de l'impérialisme américain au Vietnam en 1966-1967. Les pacifistes – vrais ou faux – qui, même après cette décision de la Cour internationale de La Haye,

continuent à ne pas dénoncer les crimes que Poutine commet contre le peuple ukrainien, risquent d'en devenir moralement coresponsables.

TRADUCTION MARIANA SANCHEZ

UN MANDAT D'ARRÊT DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE

La Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) se félicite de la délivrance de mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) à l'encontre du président de la Fédération de Russie, Vladimir Vladimirovitch Poutine et de sa commissaire aux droits de l'enfant Maria Alekseyevna Lvova-Belova. Tous deux sont visés pour déportations et transferts illégaux d'enfants ukrainiens vers la Fédération de Russie, des actes constitutifs de crimes de guerre.



«L'émission de ces mandats d'arrêt constitue un progrès immense pour la justice internationale et la lutte contre l'impunité. Il est désormais clair que les chefs d'État ne peuvent se réfugier derrière une quelconque immunité», Mazen Darwish.

Il s'agit de la première fois depuis sa création que la CPI émet un mandat d'arrêt à l'encontre d'un président d'un État membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Vladimir Poutine est visé en qualité d'auteur direct et supérieur hiérarchique, Maria Lvova-Belova en qualité d'auteur direct.

Cette décision intervient plus d'un an après l'invasion illicite de l'Ukraine par l'armée de Vladimir Poutine, le 24 février 2022, et quelques jours seulement après la publication du rapport de la Commission

d'enquête de l'ONU qualifiant les déportations et transferts illégaux d'enfants ukrainiens vers le territoire russe de «crimes de guerre».

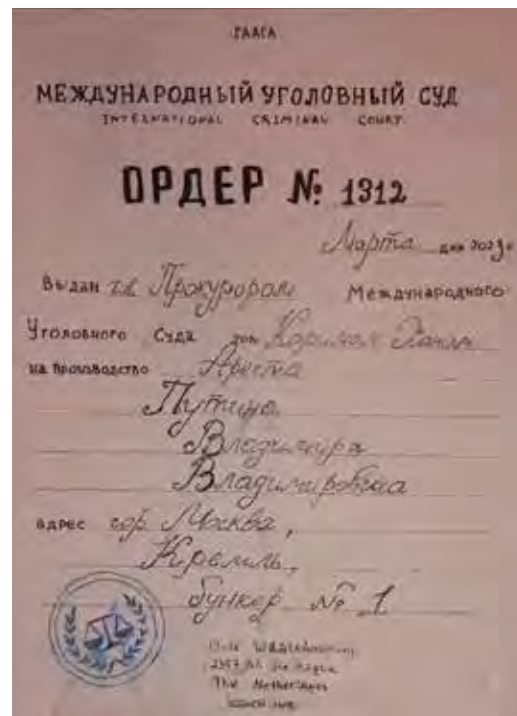
Outre ces déportations et transferts illégaux d'enfants, ce sont près de 30 000 crimes (exécutions sommaires, actes de torture, mauvais traitements, viols et violences sexuelles) commis par la Fédération de Russie et son armée, qui ont été documentés par le CCL et le Kharkiv Human Rights Protection Group (KHPG) – autre organisation membre de la FIDH en Ukraine.

Dans son communiqué de presse, la Cour précise qu'il existe des «motifs raisonnables de croire» que Vladimir Poutine et Maria Alekseyevna Lvova-Belova se seraient rendus coupables de déportations et transferts illégaux de populations, et plus particulièrement d'enfants, des territoires occupés ukrainiens vers la Fédération de Russie.

«Les dirigeants autoritaires se considèrent comme intouchables. Et c'est pourquoi les guerres agressives commencent et infligent des souffrances à des millions de personnes. Mais l'Histoire enseigne que les régimes autoritaires tombent et que leurs dirigeants sont traduits en justice», Oleksandra Matviichuk, directrice du Center for Civil Liberties (CCL).

Pour rappel, le 2 mars 2022, le procureur de la CPI, Karim A. A. Khan KC, avait annoncé l'ouverture d'une enquête en Ukraine, après que 43 États – un nombre record – lui avaient demandé de se saisir de la situation. La FIDH appelle désormais tous les États à coopérer avec la CPI en vue de l'exécution de ces mandats d'arrêt.

<https://www.fidh.org/fr/regions/europe-asie-centrale/russie/la-federation-internationale-pour-les-droits-humains-fidh-se-felicite>



Mandat d'arrêt visant Vladimir Poutine apposé sur un mur de l'université de Saint-Petersbourg.

LIBÉREZ MAKSYM BUTKEVYCH

APPEL POUR LA LIBÉRATION MAKSYM BUTEVYTCH

Cet appel a été préparé en Ukraine avec la famille, les proches et les ami·es de Maksym Butkevych, il circule en plusieurs langues

Le 10 mars 2023, le Comité d'enquête de la Fédération de Russie a annoncé la condamnation du défenseur des droits de l'homme et militaire ukrainien Maksym Butkevych, capturé par les Russes l'été dernier lors des combats dans la région de Louhansk, à 13 ans de prison pour des faits entièrement fabriqués. Avec lui, deux autres prisonniers ukrainiens ont également été condamnés – Viktor Pokhozey et Vladyslav Chel – respectivement à 8,5 et 18,5 ans.

Maksym Butkevych est un défenseur des droits humains et journaliste ukrainien, cofondateur du projet «Bez Kordoniv» (sans frontières), dont l'objectif est d'aider les demandeur·euses d'asile et les immigré·es en Ukraine et à lutter contre les discours de haine. Il est également cofondateur du Centre des droits humains Zmina, de la radio publique Hromadske, et a travaillé comme journaliste pour un certain nombre de médias ukrainiens et internationaux (dont la BBC). Il a rejoint les rangs des Forces armées ukrainiennes en mars 2022 et a été capturé en juin dans les districts temporairement occupés de Zolote et Girske (région de Louhansk).

Selon le Comité d'enquête de la Fédération de Russie, la prétendue «Cour suprême de la RPL» (République populaire de Louhansk) a déclaré Maksym Butkevych coupable de mauvais traitements envers la population civile, de l'usage de méthodes interdites dans un conflit armé, de tentative de meurtre, ainsi que de dommages intentionnels à la propriété d'autrui: il aurait tiré le 4 juin

2022 au moyen d'un lance-grenades sur l'entrée d'un immeuble résidentiel à Severodonetsk, dans la région de Louhansk. Aucune preuve n'est actuellement apportée dans cette affaire clairement fabriquée, hormis une «confession» du captif mise en scène et filmée. Selon nos informations, l'unité Berlingo, à laquelle appartient Maksym Butkevych, n'a pas été déployée ni n'a participé aux hostilités sur le territoire de Severodonetsk.

Avant le 10 mars, aucune information n'avait été donnée sur les accusations portées contre Maksym Butkevych, qui n'a pu avoir accès ni à un avocat ni à un procès équitable.

La Russie s'opposant à l'admission d'observateurs indépendants dans les lieux de détention qu'elle a créés dans les territoires occupés, aucun contrôle effectif de ses conditions de détention ni précisions sur la manière dont il était traité n'ont pu être obtenus, notamment par les organisations internationales.

Dans le même temps, un certain nombre de médias de propagande russes ont publié des informations manifestement fausses sur Maksym Butkevych, attribuant au défenseur des droits humains des déclarations qu'il n'a jamais faites et des opinions opposées à celles qu'il a affirmées.

Tout cela témoigne de la fabrication délibérée de l'affaire par les Russes, probablement pour donner des forces armées ukrainiennes l'image de criminels de guerre.

Nous condamnons le recours par la Russie à l'utilisation des prisonniers et prisonnières de guerre à des fins de propagande, nous exigeons qu'il soit mis fin aux poursuites illégales contre Maksym Butkevych



et qu'il puisse être échangé, ainsi que d'autres prisonniers et prisonnières de guerre ukrainien·nes.

Nous exigeons que la Fédération de Russie autorise des observateurs internationaux à rendre visite aux prisonniers et prisonnières de guerre et aux otages civils pour surveiller les conditions de leur détention et prévenir leurs mauvais traitements et autres violations de leurs droits.

Nous appelons le président de l'Ukraine, le ministère des affaires étrangères de l'Ukraine, le

commissaire aux droits humains de la Verkhovna Rada de l'Ukraine à continuer d'exercer des pressions sur la Fédération de Russie pour la libération immédiate de tous les citoyens et citoyennes illégalement emprisonné·es sous des accusations fabriquées par le régime d'occupation.

Nous appelons la communauté internationale à accroître la pression des sanctions contre la Russie pour sa violation du droit international humanitaire et des droits humains.

POUR SIGNER L'APPEL, CLIQUER SUR L'IMAGE



Maksym Butkevych est une grande figure ukrainienne du combat pour l'accueil et le droit des réfugiés et des causes démocratiques. Engagé volontaire dès le lendemain de l'attaque de son pays par l'impérialisme russe, cet antimilitariste a été capturé en juin 2022.

Présenté par la propagande du Kremlin comme un «fasciste à la tête d'un bataillon punitif», il a été condamné en mars 2023 à treize ans de prison dans les geôles d'une république fantoche prorusse. Sa libération doit devenir le symbole de la cause de la vérité contre le «mensonge triomphant qui passe» !



COOP  FOD  CUEP

COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU EUROPÉEN
DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAÏNE



**MAKSYM
BUTKEVYCH**

LIBERTAIRE, ANTIMILITARISTE,
ENGAGÉ VOLONTAIRE, PRISONNIER DE GUERRE

Sylva

LE LIVRE

INTERNATIONALISME

UKRAINE, PALESTINE ET INTERNATIONALISME

VLADYSLAV STARODUBSTEV¹

La gauche ukrainienne est confrontée au défi de se joindre à la résistance à l'invasion et à la conquête des terres ukrainiennes par les forces russes et celui de faire entendre une position indépendante des élites et du gouvernement. Quelle est votre approche en général, et quels sont les principaux arguments et initiatives que vous présentez ?

Nous agissons conformément à notre programme et à nos principes. Nous sommes solidaires de ce que fait le gouvernement pour aider l'Ukraine à gagner la guerre. Nous soutenons ce que le gouvernement de Volodymyr Zelensky fait sur le front diplomatique, politique et militaire pour assurer l'unité dans l'effort de guerre. En même temps, nous luttons contre ses politiques anti-ouvrières et anti-sociales, la corruption et le thatchérisme idéologique.

C'est important car l'attitude du gouvernement affaiblit la capacité de l'Ukraine à gagner. En fait, certaines de ses décisions sont tellement incompetentes, malavisées et motivées par l'idéologie qu'elles peuvent presque apparaître comme un sabotage inconscient. Les exemples sont nombreux, qu'il s'agisse de la réduction de l'impôt sur les riches, de la déréglementation de l'économie, de l'affaiblissement des droits sur le lieu de travail, de l'attaque des droits syndicaux, des coupes dans les services sociaux ou de l'incapacité à fournir un logement à des millions de personnes, y compris les personnes déplacées à

l'intérieur du pays. Pire encore, malgré les demandes des mouvements sociaux pour que le gouvernement construise de nouvelles usines de munitions afin de renforcer nos forces de défense contre la Russie, le gouvernement a placé les coupes budgétaires au-dessus de la préparation militaire, compromettant ainsi notre capacité à nous défendre.

De telles critiques à l'égard du gouvernement ukrainien sont en fait monnaie courante. Il est donc étrange pour nous d'entendre dire qu'il faut « critiquer le gouvernement de Zelensky ». Nous, ainsi que de nombreux autres Ukrainiens, le faisons tout le temps, ce qui souligne la réalité de la démocratie dans notre pays par rapport à la Russie, où une telle critique vous conduit en prison. Nous sommes fidèles aux institutions démocratiques, mais cela ne signifie pas que les gouvernements élus ne méritent pas d'être critiqués et de protester ouvertement. En fait, la critique et la protestation font partie de notre loyauté envers la démocratie !

Nous soutenons le gouvernement actuel en termes d'unité militaire et diplomatique pour la victoire dans la guerre. Mais nous le critiquons vivement dans la plupart des autres domaines, en particulier ses politiques intérieures néolibérales, qui perturbent l'unité dans l'effort de guerre. Elles fracturent notre société, provoquent l'instabilité sociale et augmentent la pauvreté. Nous nous y opposons énergiquement.

Il en va de même pour ses positions internationales discutables sur Israël ou la Chine. Par exemple, le gouvernement ukrainien semblait initialement prêt à s'abstenir sur une résolution des Nations unies condamnant la politique horrible de la Chine à l'égard de sa minorité ouïghoure au Xinjiang. La



1. Historien de l'Europe centrale et orientale, militant de Sotsialnyi Rukh, il vit à Kyiv. Propos recueillis par Ashley Smith de *Tempest*.

pression populaire exercée sur le gouvernement l'a contraint à revenir sur sa position. Ce n'est là qu'un exemple de la manière dont la pression politique exercée par la base a empêché l'adoption de décisions néfastes et corrompues.

Un tel activisme est essentiel pour corriger et contrôler le gouvernement, garantir la démocratie et lutter pour la prospérité sociale. Les membres de Sotsialnyi Rukh participent à tous ces efforts. Même pendant la guerre, notre organisation n'a pas cessé un seul jour, alors que nous sommes tous unis contre l'invasion de la Russie et son occupation de notre terre. Il est essentiel de faire les deux. Nous nous battons non seulement pour notre survie et notre indépendance, mais aussi pour une société dotée d'un espace démocratique permettant la critique et la dissidence et de conditions économiques garantissant une vie meilleure à la majorité dans notre pays.



L'un des domaines où vous risquez d'entrer en conflit avec le gouvernement de Zelensky est sa tentative de s'attirer les faveurs d'États réactionnaires et oppressifs, en particulier Israël. Tout d'abord, pourquoi Zelensky est-il si déterminé à conclure une alliance avec le gouvernement de Benjamin Netanyahu, en particulier quand celui-ci entretient des relations amicales avec Vladimir Poutine? Deuxièmement, comment avez-vous contesté cette attitude et exprimé votre solidarité avec la lutte des Palestiniens pour leur libération nationale?

Les relations de l'Ukraine avec Israël et la Palestine sont, pour le moins, étranges. L'Ukraine a reconnu la Palestine comme un État souverain. Elle a une ambassade palestinienne, des relations diplomatiques avec l'Autorité palestinienne (AP), et était membre du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du

peuple palestinien (CEIRPP) jusqu'à son retrait en 2020. L'Ukraine n'avait pas annoncé ce départ, il est donc permis de penser que la raison en était d'ordre géopolitique.

Malheureusement, de nombreuses actions du gouvernement sont guidées par les stéréotypes et la géopolitique. De nombreux Ukrainiens considèrent à tort Israël comme un modèle à suivre – une «démocratie de guerre» confrontée aux États autocratiques qui l'entourent. Pour certains, Israël et la Palestine sont une question d'identité civilisationnelle: ils considèrent que la Palestine est «alignée sur la Russie», tandis qu'Israël est considéré comme faisant partie du «monde occidental». Pire, certains comparent même le rôle de l'AP avec l'occupation russe de Donetsk, de la Crimée et de Luhansk. Cela peut conduire le gouvernement et la population à prendre des positions terribles.

Néanmoins, la diplomatie ukrainienne a effectivement défendu des positions cohérentes avec la reconnaissance de la Palestine et de ses revendications. Mais non sans contradictions. Tout récemment, l'Ukraine a voté en commission en faveur d'une résolution de l'ONU demandant une enquête de la Cour internationale de justice sur l'occupation israélienne, mais n'a pas assisté au vote de l'Assemblée générale «afin de donner une chance à la relation avec Netanyahu». Le vote en commission est en fait cohérent avec les votes précédents et ne peut être expliqué comme une «pression sur Israël pour soutenir l'Ukraine.» Pourtant, il y a suffisamment d'exceptions qui sont le produit de compromis géopolitiques pour préserver des «relations saines» avec Israël et aussi afin d'obtenir des armes pour combattre la Russie.

Sotsialnyi Rukh, contrairement au gouvernement et à ses positions contradictoires, est guidé par les principes universels des droits de l'homme et la

reconnaissance du droit des nations opprimées à l'autodétermination, à la démocratie et à la liberté sociale. Nous appliquons ces principes à toutes les nations, indépendamment de la géopolitique. Ainsi, nous sommes constamment solidaires de la Palestine et de sa lutte contre l'occupation israélienne. Nous publions régulièrement des déclarations et des articles de soutien à la Palestine, et nous essayons d'informer les Ukrainiens des crimes commis par Israël contre les Palestiniens.

Nous savons que la position de l'AP sur l'Ukraine n'est certainement pas bonne. Mais cela ne justifie pas le refus de notre solidarité. Nous espérons jouer un rôle dans l'éducation des Ukrainiens sur ce qui devrait être un sentiment naturel de solidarité entre les peuples, chacun à sa manière opprimé par l'impérialisme et sous occupation.

Vous avez récemment participé à une émission avec Bill Fletcher, Ramah Kudaimi, et Rafael Bernabe sur le réseau The Real News Network au sujet de la solidarité entre les nations opprimées dans les luttes contre l'impérialisme. L'une des questions que vous avez abordées était l'attention disproportionnée portée à l'Ukraine par rapport à d'autres nations comme la Palestine. Ce phénomène est souvent utilisé par les campistes et d'autres personnes pour «dénigrer» l'Ukraine, en opposant sa lutte à celle d'autres nations opprimées, en particulier celles qui sont sous la coupe des États-Unis et de leurs alliés. Comment abordez-vous cette question? Comment ces luttes peuvent-elles être considérées comme complémentaires et non comme conflictuelles?

Il est vrai que l'Ukraine reçoit actuellement beaucoup d'attention dans les médias et dans le monde,

bien plus que d'autres nations opprimées. Ceux d'entre nous qui font partie de Sotsialnyi Rukh le reconnaissent. Pour nous, c'est une responsabilité d'utiliser cette attention pour élargir la portée de la lutte.

Je comprends parfaitement la frustration que ressentent les gens lorsque leur expérience est minimisée alors que celle de l'Ukraine est amplifiée. Il y a certainement deux poids deux mesures qui découlent de la géopolitique et du racisme. Cette inégalité d'attention peut semer la méfiance et la malhonnêteté. Nous, à Sotsialnyi Rukh, considérons que l'une de nos tâches consiste à poser la question «Pourquoi une approche aussi inégale?», à exposer l'incohérence et à utiliser l'attention que le monde porte à notre combat pour mettre en lumière celui des autres.

Nous montrons que les puissances dominantes du monde et les médias n'ont pas une approche d'universalité, de soutien aux droits de l'homme, à la démocratie et à la liberté sans exception. Ces violations de l'universalisme ont même un impact sur l'Ukraine. Par exemple, certaines parties de l'establishment occidental accordent une attention excessive aux exigences de Poutine, s'inquiètent de «lui faire perdre la face» et ignorent les Ukrainiens et nos exigences. Face à cela, nous devons plaider pour un universalisme de principe, régulièrement violé par toutes les puissances dominantes. En faisant cela, nous pouvons offrir une alternative qui construit la solidarité mondiale.

Il y a certainement deux poids deux mesures qui découlent de la géopolitique et du racisme. Cette inégalité d'attention peut semer la méfiance et la malhonnêteté... L'une de nos tâches [est] de poser la question «Pourquoi une approche aussi inégale?», d'exposer l'incohérence et d'utiliser l'attention du



monde sur notre lutte pour mettre en lumière celles des autres.

C'est pourquoi nous attirons l'attention sur d'autres luttes, comme celles menées en Syrie et en Iran. Les Ukrainiens ont tendance à s'identifier à eux plutôt qu'à l'Occident «civilisé». Nous avons manifesté ensemble et nous nous sommesentraidés par le passé et aujourd'hui. Nous avons mené de nombreuses campagnes de solidarité avec le peuple syrien. Et les communautés syriennes à l'étranger ont été parmi les premières à organiser la solidarité avec les Ukrainiens. Il en va de même pour le peuple iranien. Dans des conditions tragiques, les populations jettent des ponts les unes avec les autres sur la base d'expériences et de traumatismes similaires. Une telle solidarité peut être très responsabilisante.

Ainsi, Sotsialnyi Rukh tente d'utiliser la couverture privilégiée de l'Ukraine dans les médias de masse pour atteindre deux objectifs. Premièrement, gagner plus de soutien pour notre lutte et sauver des milliers de vies de personnes qui vivent sous l'occupation, les bombardements massifs et les menaces d'une nouvelle offensive de l'État russe. Deuxièmement, promouvoir une approche universaliste de solidarité avec toutes les luttes de victimes d'oppression et d'exploitation, de la Palestine au Xinjiang.

L'un des développements les plus choquants a été la trahison de la lutte de libération nationale de l'Ukraine par des pays ayant leur propre expérience de l'oppression nationale, comme l'Afrique du Sud. Michael Karadjis a expliqué de manière pertinente que ces États ne représentent pas la volonté de leur peuple, qui a été dans l'ensemble favorable à la lutte de l'Ukraine, mais celle des élites et de leurs gouvernements. Êtes-vous d'accord avec cette affirmation? Et quels sont les intérêts de ces

États et de ces élites en Russie et dans la Chine qui la soutient?

Je pense que Michael Karadjis expose intelligemment certaines des positions problématiques adoptées par divers États du Sud sur l'Ukraine. Il a certainement raison à propos de certains États. Une partie de ce qu'il dit ne s'applique pas, bien sûr, à tous. Certaines des raisons de ces mauvaises positions sont économiques et d'autres sont le résultat d'un manque d'information et d'un manque de connexion avec l'Ukraine et les voix ukrainiennes.

Un autre facteur est l'opération de propagande massive de l'État russe, qui diffuse des informations erronées sur l'Ukraine, son histoire et sa politique. Cette propagande est recyclée dans les grands médias de certains pays et, associée à la russophilie des représentants de l'État, elle évince les voix objectives et les voix ukrainiennes, influençant ainsi l'opinion publique et perturbant ce qui devrait être une solidarité naturelle entre des personnes ayant une expérience commune de l'oppression nationale.

Nous essayons de briser ce mur de propagande en reliant les luttes, en établissant des contacts avec la gauche internationaliste, les syndicats et les mouvements sociaux pour échanger des idées et des leçons. Et nous essayons d'atteindre, au-delà de ces forces, les organisations et les personnalités dominantes, tout cela pour construire la compréhension et la solidarité entre les peuples.

Nos membres se sont rendus en Afrique du Sud, au Brésil et en Inde¹, et des personnes proches de notre organisation se rendent régulièrement en Palestine. Ces visites ont été essentielles pour transmettre ce qui se passe réellement en Ukraine et expliquer ce

1. Voir *Solidarité avec l'Ukraine résistante*, vol. 17, www.syllepse.net/syllepse_images/soutien-a-lukraine-resistante-n-deg-17.pdf.



que nous considérons comme la base de la solidarité. Grâce à ces connexions personnelles et organisationnelles, nous espérons tisser des liens et une lutte commune pour un monde plus démocratique et plus juste.

Une dernière question sur la politique internationale. L'Ukraine n'a pas d'autre choix que de faire appel au gouvernement américain et à l'OTAN pour obtenir des armes afin de se défendre. C'est essentiel pour la résistance armée. En même temps, ces puissances et l'Union européenne ont un programme néolibéral pour l'Ukraine. Comment vous positionnez-vous à cet égard? Comment plaidez-vous pour l'autodétermination de l'Ukraine face à ces autres grandes puissances qui, pour leurs propres raisons, soutiennent votre lutte contre l'impérialisme russe?

En fait, les autorités ukrainiennes utilisent la rhétorique de la lutte contre le «contrôle étranger» comme une couverture pour poursuivre leur propre programme néolibéral, qui est endogène et non imposé. En réalité, l'UE et les États-Unis ont émis des critiques sur les politiques de l'Ukraine. Les fonctionnaires de l'UE disent souvent à l'Ukraine que ses attaques contre les droits du travail violent les normes de l'Organisation internationale du travail et les «principes européens». En fait, un politicien ukrainien s'est plaint que l'UE ne devrait pas «dicter comment un pays doit organiser son système d'assurance sociale... Il me semble que nous ne devrions pas autoriser une gestion externe dans notre pays».

L'aide macro-financière des États-Unis est accompagnée de consignes pour son utilisation sociale. Ainsi, l'UE et les États-Unis ne poursuivent pas une

vision néolibérale pour l'Ukraine, et ils critiquent les politiques de marché radicales de l'Ukraine comme étant peu judicieuses. Mais ils ne formulent pas ces critiques avec force en raison de la nécessité de préserver l'unité dans le soutien à l'Ukraine. Ainsi, la rhétorique de l'UE et des États-Unis nous aide en fait, nous, les syndicats et d'autres mouvements sociaux, à promouvoir un programme progressiste. Même en tenant compte du caractère néolibéral de la politique américaine, Washington utilise dans le cas de l'Ukraine un langage assez différent de celui tenu habituellement par les États-Unis. Biden, du moins sur le plan rhétorique, essaie d'être un «New Dealer». Nos fonctionnaires thatchériens réagissent à une telle rhétorique en la qualifiant de «communiste». Donc, dans notre contexte, Biden rend en fait notre affaire plus facile. Et elle l'est encore plus lorsque les forces de gauche du monde entier font pression sur leurs gouvernements pour qu'ils mènent des politiques progressistes en Ukraine. C'est ainsi que la gauche internationale, notamment les syndicats, les politiciens, les élus, peuvent jouer un rôle important en nous aidant à combattre le néolibéralisme ici en Ukraine et dans le monde.

Parlons donc un peu plus de la façon dont vous combattez le néolibéralisme.

Le gouvernement de Zelensky, même s'il dirige l'effort de guerre, continue de faire pression pour des «réformes» néolibérales, y compris des attaques contre les syndicats et leur droit d'organiser et de défendre les droits des travailleurs et leur niveau de vie. Que dites-vous des politiques de Zelensky? Et qu'avez-vous fait dans et avec les syndicats et les mouvements sociaux pour résister à ces attaques?



Nous organisons des campagnes, nous produisons des recherches, nous syndiquons les travailleurs et nous organisons des manifestations pour faire avancer un programme qui renforcera la résistance de notre pays à l'impérialisme russe. Cela nous met en conflit avec le gouvernement sur certaines de ses politiques qui affaiblissent la résistance, comme nous en avons déjà discuté. Il est de notre responsabilité, en tant que gauche, de lutter contre l'impérialisme, mais aussi de lutter pour l'amélioration de la vie humaine ainsi que pour les droits démocratiques et sociaux. En Ukraine, tout cela fait partie de la même lutte.

Les grandes entreprises ne veulent pas assumer leur juste part de responsabilité dans la lutte contre la guerre. Et le gouvernement adopte souvent une idéologie thatcherienne qui est à la fois préjudiciable à l'unité nationale et franchement incompatible avec la réalité. Cela nous met en conflit avec les grandes entreprises et le gouvernement.

Dans le cadre de nos efforts d'organisation, Sotsialnyi Rukh a lancé Trudoborona (Défense du travail). Elle fournit des conseils juridiques et défend les intérêts des travailleurs. Elle a gagné des dizaines d'affaires contre des employeurs. Elle a également dressé une liste noire des entreprises qui ont tiré profit de la guerre, en faisant pression sur elles pour qu'elles cessent ces pratiques. Nous avons également travaillé avec les syndicats pour obliger le gouvernement ukrainien à modérer et à retarder la mise en œuvre de lois anti-travail. Cependant, nous n'avons pas encore réussi à les bloquer. Tout cela montre que, même en temps de guerre, nous pouvons faire avancer les revendications sociales et syndicales contre les entreprises et le gouvernement.

Lors d'une récente réunion du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, Zofia Malisz, de Razem, a soulevé la question de

savoir si nous devons déjà penser et planifier la reconstruction de l'Ukraine après la guerre. Comme nous le savons, les États-Unis et l'UE vont probablement faire pression pour une reconstruction en termes néolibéraux. Selon vous, quel type de reconstruction est nécessaire? Comment cela pourrait-il faire partie de la lutte internationale contre le néolibéralisme et le capitalisme?

Nous devons lutter pour une reconstruction qui place les personnes et leurs besoins au premier plan, une reconstruction basée sur la planification et la coopération. Cette lutte devrait être interconnectée avec la question de savoir comment organiser l'économie maintenant – une économie de guerre – pour unir le pays et concentrer toutes les ressources sur la victoire de la guerre, ce qui inclut la satisfaction des besoins populaires.

Pour la reconstruction après la guerre, nous devrions nous inspirer des précédents historiques. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, de nombreux pays ont adopté des plans ambitieux de reconstruction et d'édification de sociétés plus justes et plus égales. Le New Deal aux États-Unis a servi de modèle aux autres pays pour l'organisation de leurs économies, et les négociateurs internationaux du New Deal ont poussé à une réforme audacieuse de l'économie mondiale, mais cette vision radicale a été détruite par l'administration Truman et le capital financier, de sorte que seules des bribes ont été adoptées.

Dans le même temps, le gouvernement socialiste britannique dirigé par Clement Attlee a introduit des réformes radicales, notamment la création d'un État-providence, un large éventail de nationalisations, l'extension des logements disponibles et la création du National Health Service. Bien sûr, la Grande-Bretagne ou les États-Unis ne peuvent être comparés



à l'Ukraine, car ils étaient des puissances impériales et coloniales. Mais les réformes qu'ils ont mises en œuvre nous donnent des exemples pour restaurer efficacement une économie, centrée sur les gens et leurs besoins.

En Ukraine, nous devrions nous inspirer de ces exemples et d'autres pour notre propre reconstruction. Au cœur de la nôtre doit se trouver un programme de réformes sociales et du travail, de nationalisation et de planification publique, de programmes de protection sociale, de logements abordables, d'inclusion et de décentralisation. Nous devons bloquer toute nouvelle «doctrine de choc» néolibérale comme celles qui ont été imposées aux États post-Yougoslaves après les guerres de Yougoslavie et à l'Irak après l'invasion américaine. Ces doctrines ont provoqué un désastre social, pas une reconstruction.

La reconstruction ukrainienne est un combat entre deux visions du monde, l'une sociale et développementaliste, et l'autre néolibérale. Nous sommes pour la première, tandis que les élites commerciales et les politiciens fondamentalistes du marché sont pour la seconde.

Notre lutte pour une reconstruction progressiste est aussi une lutte internationale. Si nous parvenons à gagner, nous pourrions donner un contre-exemple face au néolibéralisme et à ses stratégies de reconstruction et de relance basées sur l'austérité. Nous pouvons créer un précédent pour d'autres pays qui se reconstruisent. Notre combat s'inscrit donc dans une lutte pour un nouvel ordre mondial plus juste.

Bien sûr, je comprends qu'une telle reconstruction sociale n'est pas synonyme de socialisme. En fait, il s'agit d'une manière tout à fait orthodoxe d'aborder le redressement d'après-guerre. Mais c'est un bon point de départ pour poursuivre une autre façon de penser les questions sociales, politiques et

économiques et, à partir de là, un bon premier pas pour ouvrir les gens à une vision socialiste et à une reconstruction beaucoup plus radicale de la société.

De cette façon, l'Ukraine ouvre de nouvelles portes pour des discussions sur ce à quoi notre monde pourrait ressembler. L'invasion de la Russie, ainsi que les actions d'autres États ces dernières années, ont ébranlé l'ordre mondial existant. En même temps, ces tragédies nous ont obligés à lutter pour les droits humains, l'égalité et la démocratie, pour le renouvellement du mouvement socialiste et pour qu'il réaffirme l'internationalisme et l'universalisme.

C'est le contraire du cynisme géopolitique qui domine une grande partie de la gauche, qui excuse ou justifie l'exploitation ou l'oppression exercée par tel ou tel État. Au lieu de cela, nous, en tant que gauche, devons construire la solidarité entre tous les peuples opprimés à travers le monde, sans exception. C'est la base d'un véritable internationalisme engagé dans la libération collective, l'égalité, la coopération et la liberté.

TEMPEST

Traduction Deepl, revue et corrigée par Catherine Samary, www.europe-solidaire.org/spip.php?article66088



LES SUDS AVEC L'UKRAINE

UKRAINE COMBART¹

On entend beaucoup que les Suds ne se sentent guère concernés par l'invasion de l'Ukraine : guerre lointaine perçue comme avant tout européenne, hostilité à l'égard de l'impérialisme américain et de ses méfaits passés, indulgence pour l'impérialisme russe car, jadis, l'URSS soutint les luttes anti-coloniales et, aujourd'hui, la Russie, sa propagande, ses militaires et ses mercenaires sont très présents dans nombre de pays d'Afrique et du Moyen-Orient, etc.

À l'ONU, outre les quelques affidés de Moscou qui votent régulièrement contre les résolutions condamnant l'agression russe, plus d'une trentaine de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine optent pour l'abstention et beaucoup refusent de prendre des sanctions.

Pourtant, dans ces mêmes pays et contre les positions de leurs gouvernements, des voix s'élèvent pour appeler au soutien de l'Ukraine. Des écrivains, des artistes, des citoyennes et des citoyens refusent de renvoyer dos à dos l'agresseur et l'agressé.

«Malgré les fautes de l'Occident, il faut soutenir sans réserve les Ukrainiens!» C'est ce qu'ont déclaré

1. L'association Ukraine CombArt a été créée «avec la conviction que l'art est une dimension essentielle de la résistance en Ukraine et de la solidarité internationale avec le peuple ukrainien. Le pillage systématique des musées par les troupes d'occupation russes et la féroce russification culturelle des zones qu'elles contrôlent soulignent l'importance de cet enjeu. Et plus encore l'engagement de celles et ceux qui, en Ukraine et en exil, se servent de leur art comme d'une arme ainsi que le grand nombre d'artistes de toutes les disciplines qui ont pris les armes pour combattre sur le front». Merci de nous avoir autorisés à reproduire ce texte.

Wole Soyinka, prix Nobel de littérature nigérian, Arundhati Roy, écrivaine indienne, ainsi que 80 écrivains et universitaires de pays réputés plutôt favorables à Poutine, qui ont lancé cet appel en avril 2022 :

UN SOUTIEN SANS RÉSERVE MALGRÉ LES FAUTES DE L'OCCIDENT

Depuis le 24 février, Vladimir Poutine mène une guerre de conquête contre l'Ukraine. Son armée bombarde et détruit les villes, tue des civils par milliers, comme elle l'a fait en Tchétchénie et en Syrie.

Les Ukrainiens résistent

Il faut les soutenir sans calcul ni réserve.

Dans la plupart de nos pays, pourtant, une trop grande partie de l'opinion s'est rangée du côté du dictateur russe.

Au nom d'un anti-impérialisme qui s'est mué au fil des ans en haine passionnelle, elle applaudit qui-conque s'oppose à l'Occident.

Intervention de Sara Selami, au 53^e congrès de la CGT, au nom du syndicat des travailleurs des transports de Téhéran et sa banlieue (Vahed).



Nous mesurons l'écrasante responsabilité des puissances occidentales petites et grandes dans la dévastation de notre monde.

Nous avons dénoncé les guerres qu'elles ont menées pour assurer la pérennité de leur domination sur de vastes régions, dont les nôtres, et condamné leur défense de dictatures indéfendables pour protéger leurs intérêts.

Nous savons leur usage sélectif des valeurs dont elles se réclament, laissant mourir à leurs portes les

réfugiés venant des Suds et accueillant «les leurs» à bras ouverts.

Mais ne nous trompons pas de combat. Tous ceux et celles qui réclament pour eux la liberté, qui croient dans le droit des citoyens à choisir leurs dirigeants et à refuser la tyrannie doivent se tenir aujourd'hui aux côtés des Ukrainiens. La liberté doit être défendue partout. Pour notre part, nous refusons de soutenir quelque dictature que ce soit au prétexte que ses adversaires seraient nos ennemis. A défendre la guerre de Poutine, nous nous privons de notre droit à être libres.

De quel côté seraient aujourd'hui Simon Bolivar, San Martin ou Miguel Hidalgo, héros des luttes d'indépendance latino-américaines? a demandé Volodymyr Zelensky en s'adressant, en octobre 2022, à l'Organisation des États américains.

Fin janvier 2023, lors du grand festival international de littérature et des arts qui s'est tenu dans la ville colombienne de Carthagène, Sergio Jaramillo, ancien négociateur de la paix avec les FARC en Colombie, qui est allé à Kyiv en août 2022, a lancé l'appel Aguanta Ucrania! (Soutenir l'Ukraine!) demandant aux citoyens d'Amérique latine de manifester leur solidarité avec le peuple ukrainien.

Juan Gabriel Vasquez (Colombie), Lydia Cacho (Mexique), Alonso Cueto Caballero (Pérou) et Leonardo Padura (Cuba) sont parmi les premiers écrivains à avoir dénoncé le crime d'agression et appelé au respect de la souveraineté de l'Ukraine en postant, parmi beaucoup d'autres, une vidéo de 15 secondes sur le hashtag Aguantaucrania.

https://www.facebook.com/people/Ukraine_CombArt/100090567559766/



Aguanta Ucrania! Appel lancé en Amérique latine par Sergio Jaramillo pour le soutien à l'Ukraine.



Wole Soyinka, écrivain nigérian, prix Nobel de littérature 1986, l'un des 80 signataires de l'appel «Malgré les fautes de l'Occident, il faut soutenir sans réserve les Ukrainiens!».



PRISES DE POSITION

C'EST L'ALARME!

RÉSISTER AUJOURD'HUI¹

L'assemblée générale annuelle du 4 mars 2023 de l'association Résister aujourd'hui, a adopté la motion finale suivante.

Devant le risque de déboucher sur une troisième guerre mondiale, les troupes russes d'occupation doivent quitter au plus tôt le sol ukrainien. En 1944 après les villes rasées, martyrisées de Caen, Saint-Nazaire, Le Havre, Saint-Lô, Coutances, Orléans, Royan, Abbeville, etc., après Oradour-sur-Glane et la rafle du Vieux-Port à Marseille, il a fallu que les résistants et les Alliés mettent hors de nos frontières les envahisseurs nazis. Peut-on penser que l'on aurait concédé un bout de notre territoire, l'Alsace et la Lorraine aux nazis allemands, la Savoie et le comté de Nice aux fascistes italiens? Pourquoi demander aux Ukrainiens de concéder le Donbass ou la Crimée?

Après 1945 il y a eu le procès de Nuremberg, il sera indispensable qu'il y ait un procès pour les crimes contre l'humanité de Poutine et ses complices.

Écrasés par les images quotidiennes de l'Ukraine, celles du conflit israélo-palestinien qui s'intensifie depuis l'arrivée au pouvoir d'une alliance avec l'extrême droite.

Nous sommes révoltés et dénonçons toutes les guerres et exactions commises dans le monde foulant au pied les droits humains élémentaires,

que ce soit en Europe, en Afrique, en Asie ou en Amérique.

Devant la montée insidieuse de la droite extrême en Europe, récemment avec les Démocrates de Suède, héritier d'un groupe néonazi et avec les Fratelli d'Italia, organisation ouvertement fasciste, qui ont accédé récemment au pouvoir.

Face à l'extrême droite, en France, qui, sous des allures convenables et institutionnelles, prône l'intolérance en faisant le lit du racisme et de la xénophobie, en encourageant des groupes de l'ultra droite violente.

Devant ces groupuscules extrémistes, ceux de la mouvance identitaire, notamment en France, pour qui nous demandons des enquêtes approfondies et exigeons leur dissolution, avec interdiction pour leurs dirigeants de se reconstituer.

Devant le traitement inhumain des migrants aux frontières de l'Europe et sur les mers nous rappelons l'article 1^{er} de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipulant: «Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits.»

Devant la mainmise de Vincent Bolloré sur les principaux médias français offrant des tribunes à l'extrême droite.

Devant la révolte des femmes iraniennes contre le pouvoir islamiste et la résistance des femmes afghanes contre les talibans.

Face aux menaces sur les libertés individuelles et collectives que préfigure la montée insidieuse des extrêmes droites en Europe et notamment en France.

Nous appuyant sur les valeurs de la Résistance, nous continuerons à dénoncer, avec force et détermination les atteintes aux droits de l'homme, les

1. Association installée à Marseille qui a pour but de «perpétuer la mémoire de la Résistance et de la Déportation».

épurations ethniques, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre.

Nous resterons en cela fidèles à celles et ceux qui ont crié, pensant aux générations futures : « Plus jamais ça », en dénonçant ces dérives dangereuses régénérant le terreau sur lequel germent toujours les idéologies totalitaires.

Nous n'oublions pas que la passivité des démocraties, dans les années trente, permit la victoire de Hitler, alors que déjà, il aurait fallu résister.

Nous continuerons à développer l'œuvre de mémoire, par toutes les initiatives possibles, par le développement du Concours national de la Résistance et de la Déportation, par la visite organisée des lieux de Mémoire, notamment ceux du camp des Milles-Aix-en-Provence et du mémorial des Déportations à Marseille.

Nous renouvelons notre proposition de faire entrer au Panthéon le résistant arménien, chef des FTP MOI, héros de l'Affiche rouge, Missak Manouchian.

L'actualité nous alerte aujourd'hui sur l'engrenage résistible qui peut mener des crispations identitaires aux crimes de masse, car plus il sera avancé, plus les résistances seront difficiles.

Nous sommes des passeurs de mémoire et voulons être des lanceurs d'alerte, des vigiles de la Liberté et appelons les Françaises et les Français à nous rejoindre pour reprendre, à nos côtés, le flambeau de la Résistance.

Résistons ensemble, aujourd'hui, face à toutes les haines, contre toutes résurgences néofascistes et atteintes à la dignité humaine, aux droits humains, à l'éducation et à la culture.

MARSEILLE LE 4 MARS 2023

Résister aujourd'hui, Cité des associations, BP n° 403,
93, La Canebière

TERRITOIRES OCCUPÉS: NOUVELLES DE LA RÉSISTANCE

Selon le Centre de la résistance nationale, le mouvement partisan Atesh a mené une opération à Nova Kakhovka : « Le 13 mars, notre groupe clandestin a fait exploser la voiture d'un collaborateur, le chef adjoint de l'administration d'occupation de Novaïa Kakhovka, Vitaly Gura. »

Dans la région de Donetsk, les occupants, par manque d'argent et de personnel, ont fait passer les chemins de fer locaux à un horaire de travail de quatre jours. Les travailleurs n'ont pas été payés depuis deux mois. Le 11 mars, les partisans continuent de résister aux occupants dans les territoires temporairement occupés. En particulier dans la région de Kherson, entre les localités d'Abrikosivka et de Radensk, des membres du mouvement partisan Atesh font sauter la voie ferrée.

Les partisans ont déclaré : « Atesh a réalisé un sabotage réussi dans l'oblast de Kherson. Le mouvement Atesh rapporte qu'afin d'entraver l'approvisionnement du groupe Rashist dans les régions de Kherson et de Zaporojjia, nos membres ont réalisé une action de sabotage réussie dans le territoire temporairement occupé. La ligne de chemin de fer entre Radensk et Abrikosovka a été minée. Résultat : l'approvisionnement ferroviaire de l'armée rashiste a été interrompu. Les membres d'Atesh effectuent constamment des reconnaissances pour mener à bien de telles opérations. Nous travaillons 24 heures sur 24 pour détruire les forces d'occupation et libérer l'Ukraine. »



PLUS QUE JAMAIS, PLEIN SOUTIEN À LA LUTTE DU PEUPLE UKRAINIEN

COLLECTIF LÉODILE BÉRA¹

Le 24 février de l'année dernière, les troupes russes ont envahi l'Ukraine dans le but de prendre sa capitale, Kyiv, et d'installer un gouvernement fantoche. Ce que le Kremlin espérait être un défilé militaire s'est soldé par un fiasco retentissant grâce à l'impressionnante résistance du peuple ukrainien, tant de son armée que de la population civile. Peu de temps après l'invasion, l'Ukraine est passée à l'offensive, réussissant à récupérer une partie du territoire occupé par les agresseurs ; et depuis des mois, le front s'est stabilisé.

Plus personne ne peut se tromper sur les causes de la guerre. Poutine et ses associés ont exprimé activement et passivement qu'ils ne reconnaissent pas le droit à exister de l'Ukraine, dont ils veulent liquider le statut de nation souveraine. Le projet expansionniste de Poutine, visant à restaurer les frontières de l'empire tsariste, a réfuté l'erreur selon laquelle « l'opération militaire spéciale » répondait à

la menace que constituait l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, une décision qui n'avait pas été ni convenue ni prise. L'invasion n'est que la dernière d'une série d'interventions militaires menées par Poutine depuis la Tchétchénie (2000), la Géorgie (2008), le Kirghizistan (2012), l'Ukraine (Crimée, 2013) et le Kazakhstan (2022), visant toujours à maintenir ou à établir des gouvernements dépendants dans le pire des styles impérialistes.

Dans les cas précédents, la politique de la force brute a donné les résultats escomptés ; en Ukraine, jusqu'à présent, il a échoué. L'autorité de Poutine et de son régime a subi un coup sévère. La preuve en est la fuite de centaines de milliers de Russes pour échapper à la conscription, qui « ont voté avec leurs pieds » contre les desseins bellicistes de leurs autorités. Il est évident que le Kremlin cherchera à restaurer son prestige par une victoire à tout prix. D'où ses menaces de déclencher un conflit nucléaire, nous ramenant aux années chaudes de la guerre froide ; d'où sa punition des civils avec le bombardement massif des villes ukrainiennes ; d'où ses préparatifs pour une prochaine offensive.

Ironie du sort, le despote russe est devenu le grand promoteur de l'Alliance atlantique.

L'Ukraine a reçu une assistance diplomatique, militaire, économique et morale de certains pays. La Russie fait le pari que la prolongation du conflit érodera la solidarité internationale et que Kyiv sera contrainte d'accepter ses exigences, à commencer par l'abandon des territoires occupés par les forces russes. Pour éviter que cela se produise, il est plus



1. Le collectif Léodile Béra (du nom d'une écrivaine et militante féministe de la Commune, plus connue sous le pseudo d'André Léo) est un espace de réflexion et d'initiatives né dans la communauté de Madrid : « Notre intention est d'être dans le camp du peuple agressé, dominé, opprimé, quel que soit le bourreau ou l'oppresseur, et quelle que soit l'idéologie qu'il ou elle proclame. Sur la base de ces convictions nous n'avons pas hésité à prendre le parti du peuple ukrainien face à l'invasion de Poutine, avec la même conviction que nous avons prise contre la guerre de Bush contre l'Irak en 2003. La position sur la guerre de Poutine contre l'Ukraine et la résistance ukrainienne est une ligne de démarcation aussi cruciale que les positions sur la Première Guerre mondiale, sur l'Holocauste et le Goulag et, rappelons-le, sur le prélude à la Seconde Guerre mondiale en Espagne lors de la guerre de 1936-1939. »

urgent que jamais de redoubler l'aide au peuple ukrainien à tous les niveaux, en envoyant des armes en premier lieu.

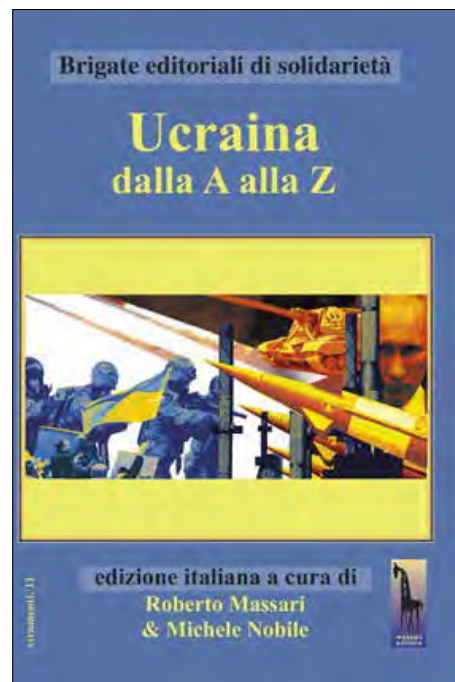
Une victoire du Kremlin serait synonyme de catastrophe pour les Ukrainiens, qui verraient leur indépendance liquidée sous un régime imposé à l'image et à la ressemblance de celui subi par la Russie et les pays de son orbite comme le Bélarus ou le Kazakhstan. La consolidation de la clique au service du capitalisme oligarchique qui gouverne par la répression et l'assassinat politique serait tout aussi désastreuse pour le peuple russe. Cela encouragerait davantage l'expansionnisme de Poutine et son «droit» d'intervenir où bon lui semble, ainsi que ses imitateurs, les réactionnaires Orban de Hongrie et Vucic de Serbie. De plus, cela donnerait un alibi à ceux qui prônent un réarmement qui encouragerait la guerre future, ce qui est d'ailleurs déjà en train de se produire, puisque les excès de Poutine ont poussé la Suède et la Finlande à abandonner leur neutralité et à demander leur adhésion à l'OTAN: ironie du sort, le despote russe est devenu le grand promoteur de l'Alliance atlantique.

Certes, le soutien à la résistance ukrainienne ne doit pas impliquer la moindre approbation de la politique intérieure de Zelensky, un président déterminé à appliquer des politiques antipopulaires dans un environnement marqué par la corruption; ni aux plans de réarmement des nations occidentales, qui ont trouvé dans l'invasion russe l'excuse nécessaire à une augmentation des dépenses militaires qui aura inévitablement des répercussions sur les budgets de la santé, de l'éducation et des services sociaux.

Il est donc nécessaire d'accroître le soutien à l'Ukraine, en commençant par exiger que les gouvernements européens lui fournissent des armes et des moyens financiers pour sa lutte. Mais cela ne

devrait pas se limiter aux actions gouvernementales. Il faut une solidarité citoyenne qui combine le soutien à l'Ukraine avec le rejet du réarmement de l'Espagne et d'autres pays, et la relance du mouvement pour le désarmement nucléaire. Seule une vaste mobilisation à l'échelle continentale repoussera les chiens de guerre que le satrape de Moscou a lâchés et permettra d'aboutir à une paix qui ne soit pas celle des cimetières.

<http://leodilebera.blogspot.com>
colectivoleodilebera@gmail.com



À PROPOS DE LA « MENACE NUCLÉAIRE » ET DE LA GUERRE EN UKRAINE

BERNARD DRÉANO¹

Prenant prétexte de l'annonce de la livraison d'obus-flèches à l'uranium appauvri par le Royaume Uni à l'armée ukrainienne, Vladimir Poutine a annoncé le stationnement «d'armes nucléaires tactiques» russes en territoire Bélarus. Tous les mois depuis le lancement de l'«opération militaire spéciale» contre l'Ukraine, Vlad ou un de ses acolytes nous menacent d'une «escalade nucléaire» possible si la Russie ne parvient pas à ses fins de conquête... Pourtant la guerre nucléaire n'est pas sérieusement à l'ordre du jour... du moins pour le moment.

De quoi parle-t-on?

TACTIQUES OU STRATÉGIQUES

Il y a déjà bien longtemps l'immortel Boris Vian avait défini le caractère éventuellement «stratégique» de la bombe que son oncle, «génial bricoleur», tentait de mettre au point: «Voilà des mois et des années que j'essaie d'augmenter la portée de ma bombe / Mais je ne me suis pas rendu compte que la seule chose qui compte c'est l'endroit où elle tombe» (*La Java des bombes atomiques*, 1955). Le caractère supposé «tactique» d'une bombe nucléaire ne dépend pas de sa puissance explosive (moins, plus, beaucoup plus,

de Hiroshima et Nagasaki), mais de l'usage qu'on en fait.

Au cours des années 1950-1960, URSS et États-Unis ont accumulé des quantités astronomiques de bombes nucléaires – de quoi détruire plusieurs fois la planète – et des quantités phénoménales de vecteurs les plus divers pour les véhiculer (du canon au missile intercontinental). Lors de leur seul usage opérationnel contre le Japon, l'état-major américain ne se posait pas la question de savoir si les bombes étaient «stratégiques» ou «tactiques»... elles allaient s'avérer stratégiques puisqu'entraînant la capitulation sans condition de l'armée japonaise. Par la suite le même état-major a empilé des bombes, principalement destinées «au champ de bataille» de puissances explosives variables, son homologue soviétique faisant de même, et chacun entraînant tout ou partie de ses troupes dans l'hypothèse d'une «guerre nucléaire» (l'auteur de ces lignes a subi pareil entraînement au sein de l'armée française dans les années 1970). Même les «petits» nucléophiles militaires comme les Français ont développé, dans les années 1970-1980, leurs arsenaux spécifiques de «terrain» (systèmes Pluton puis Hadès), tandis qu'on inventait une bombe aux effets «limités» (bombe à neutrons). C'était selon la théorie des armes «tactiques».

Dans le même temps la technologie des missiles progressait considérablement, surtout en portée, aussi en précision de tir. Dès lors il devenait possible pour un état-major d'envisager la destruction totale d'une infrastructure majeure, voire d'une ville, voir du pays entier, chez un adversaire, à condition



1. Bernard Dréano est président du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (Cedetim) et cofondateur de l'Assemblée européenne des citoyens. Il participe au comité français du RESU. Il est l'auteur de *Jours gris et nuages d'acier sur l'Ukraine*, Syllepse, 2023, www.syllepse.net/jours-gris-et-nuages-d-acier-sur-l-ukraine-_r_25_i_944.html.

d'avoir des charges assez puissantes et des vecteurs assez nombreux. Mais en pratique, dans les guerres chaudes, opposant directement ou indirectement les deux blocs, personne n'a envisagé d'utiliser des armes nucléaires sur les champs de bataille de Corée, du Vietnam, du Proche-Orient – sauf le général Mc Arthur, renvoyé de Corée par Truman pour cela.

Donc les armes «tactiques» n'ont jamais été utilisées sur les champs de bataille. Quant aux armes «stratégiques»? Elles ont servi à alimenter ce que la Britannique Mary Kaldor a très justement appelé «la guerre imaginaire», une folle course aux armements bien réelle dans le cadre de MAD (ce que l'on désignait comme «destruction mutuelle assurée») où le décompte du nombre de «têtes nucléaires», et celui des principaux «vecteurs» tenait lieu d'attribut de puissance et de démonstration de la capacité de chacun de théoriquement détruire l'autre. Ce nombre pouvait, dans un deuxième temps faire l'objet de négociation. Les «petits» nucléophiles, les Britanniques, puis les Français, puis les Chinois, mais aussi les Israéliens, les Indiens, les Pakistanais, les Coréens du Nord... se dotant d'arsenaux à leurs yeux «suffisants». C'est cette énumération de têtes qu'on appelle «stratégie».



DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE, NON-PROLIFÉRATION, INTERDICTION

Après la crise des missiles de Cuba en 1962, commence un processus, non de désarmement mais de contrôle de la course aux armements. Rappelons qu'après l'implantation de missiles russes à Cuba les Américains ont organisé le blocus de l'île, entraînant le renoncement russe, suivi (discrètement quelques mois plus tard) du retrait des fusées américaines Jupiter de Turquie et Thor d'Écosse.

La négociation d'«Arms Control» est bilatérale. Le premier accord SALT1 datant de 1972. À la fin de la guerre froide, les États-Unis de Reagan et l'URSS de Gorbatchev ont négocié le traité sur les forces nucléaires de portée intermédiaire FNI de 1988. Gorbatchev à l'époque y voyait un premier pas vers la réduction drastique, et à terme l'élimination des armes nucléaires.

En cette fin de 20^e siècle, divers traités multilatéraux (ONU) ont eu pour objet le contrôle des armements. Le principal est le traité de non-prolifération (TNP) entré en vigueur en 1970. Ce traité reconnaît la possession d'armes nucléaires aux «États dotés» (États Unis, URSS – puis Russie, Royaume Uni, France, Chine), L'Inde, le Pakistan, Israël ne l'ont jamais signé, la Corée du Nord s'en est retirée. Le traité prévoyait que tous les signataires dotés ou non s'engageaient dans la coopération, et de «bonne foi», dans un processus pour le désarmement complet et sous contrôle.

Dès le début du 21^e siècle, avec Bush junior aux États Unis, puis du côté de Poutine à partir de 2008 et enfin avec l'administration Trump, Russie et États-Unis ont contribué à casser la dynamique du contrôle des armements, et *a fortiori* du désarmement lui-même.

À l'échelle mondiale cependant a été conclu au niveau de l'ONU, en application de l'article 6 du TNP, le traité d'interdiction complète des armes nucléaires TIAN, entré en vigueur en 2021, ratifié en 2022 par 68 États, mais boycotté par toutes les puissances nucléaires.

Entre-temps, et surtout depuis 2015, la course aux armements a repris partout, cinq pays représentant 78 % des ventes d'armes conventionnelles du monde (États-Unis, Russie, France, Chine, Allemagne).

LES ARMES NUCLÉAIRES AUJOURD'HUI EN EUROPE

Quelles armes nucléaires sont potentiellement utilisables en Europe en 2023 et risquent-elles d'être utilisées ?

Précisons d'abord que tous les vecteurs susceptibles de porter des «têtes» nucléaires, n'en portent jamais en opérations réelles. Par exemple, les missiles de croisières américains étaient présentés lors de la «crise des euromissiles» des années 1980 comme «équilibrait» les missiles semi-continentaux dit SS20 (des RSD10 Pionner), déployés à l'époque sur le territoire soviétique; ils n'étaient pas, en eux-mêmes, des armes nucléaires mais des vecteurs multi-usages et ceux-là, et d'autres de diverses nationalités, ont été depuis utilisés par milliers sous toutes les latitudes et le sont aujourd'hui en Ukraine. Enfin, les «têtes» nucléaires elles-même peuvent être déplacées très facilement de manière discrète. Tenons-nous-en donc aux informations publiques.

En principe seuls les Américains et les Russes déploient des armes «tactiques» en Europe. Les missiles aéroportés français ASMP-A ne sont pas présentés comme «tactiques». En principe aussi les Russes comme les Américains déclarent que l'usage de ces armes n'est envisageable que si des intérêts vitaux sont menacés (sans préciser ce que cela signifie).

Les armes «tactiques» russes sont bien sûr sous contrôle russe et en territoire russe. La présence de vecteurs potentiels, comme des missiles Iskander par exemple, ne signifie pas l'imminence d'une attaque nucléaire, mais sa possibilité. Les Russes ont notamment plusieurs fois clairement souligné qu'ils avaient des têtes nucléaires dans le territoire de Kaliningrad (enclavé entre Pologne et Lituanie). Si l'Ukraine avait cédé tout l'armement nucléaire sur son sol à Russie (protocole de Budapest 1994), le traité ukraïno-russe

de 1997 de partage de la flotte soviétique de la Mer Noire et d'autorisation de la base navale russe de Sébastopol (prolongé en 2010 jusqu'en 2040) ne précisait rien quant à l'inspection des armes déployée sur ladite flotte... et depuis l'annexion de la Crimée par Poutine en 2014, il est tout à fait possible que des armes tactiques russes y soient stockées.

L'annonce que le Bélarus acceptait la présence d'armes tactiques sur son sol n'est pas militairement une nouveauté (les autorités du Bélarus n'ont aucun moyen de contrôler l'armée russe installée sur son sol). C'est une déclaration politique.

Côté américain, pendant la guerre froide les armées américaines n'ont jamais laissé leurs alliés contrôler les armes stockées dans leurs bases aéroterrestres et navales permanentes en Europe (pourtant supposée sous commandement international OTAN) ou au Maroc. C'est une des raisons majeures de l'expulsion de ces bases du territoire français en 1965. Après la fin de la guerre froide un système dit «partage nucléaire» (*nuclear sharing*), jusque-là secret, a été rendu public en 2015. Les Américains «mettent à disposition» des bombes B61 pour l'aviation de leurs alliés locaux dans les bases de Kleine Brogel (Belgique), Büchel (Allemagne), Volkel (Pays-Bas), Aviano et Ghedi (Italie), Incirlik (Turquie). Les codes de sécurité et d'armement de ces bombes restent toutefois sous contrôle américain. Les États-Unis ont par ailleurs précisé unilatéralement qu'à leurs yeux «en cas de guerre le traité de non-prolifération nucléaire n'était plus en vigueur». Tout ceci n'a fait l'objet d'aucun débat important ni dans les pays concernés, ni dans l'ensemble de l'OTAN et provoqué très peu de réactions...

Les États-Unis peuvent aussi avoir éventuellement des armes tactiques propres dans d'autres bases aéroterrestres, comme Ramstein en Allemagne, ou



navales (Naples ou Rota en Espagne). Il ne faut pas confondre ces lourdes bases américaines permanentes, et la présence non permanente d'effectifs limités de soldats américains ou d'autres pays de l'OTAN, dont la France, telle qu'elle s'est matérialisée après 2014 et surtout 2022 dans les Pays baltes, en Pologne ou en Roumanie. Et la petite base américaine au Kosovo, ou le projet de terrain de manœuvre OTAN au Monténégro sont beaucoup moins importants que ces bases permanentes.

LA FONCTION ACTUELLE DES MENACES NUCLÉAIRES RUSSES

Une ou plusieurs frappes «tactiques» russes sont-elles envisageables dans cette guerre telle qu'elle est? Elle viserait le territoire ukrainien, car atteindre tout autre territoire aurait des conséquences incalculables. Quelle que soit la forme d'une telle frappe, elle causerait des dommages considérables au territoire que les Russes prétendent «libérer» et avec des effets collatéraux incontrôlés (en particulier les retombées radioactives), des effets militaires incertains, des représailles probables (les Américains ont déjà dit qu'ils réagiraient avec des armes conventionnelles et pourraient réduire en miettes la flotte russe de la mer Noire – ils en ont les moyens), et surtout des conséquences politiques considérables. La Chine a explicitement souligné qu'il n'était en aucun cas question d'avoir recours au nucléaire, et la Russie dépend, et dépendra de plus en plus, de la Chine. Même l'hypothèse d'un coup de semonce (un tir nucléaire en altitude – mais qui entraîne une dispersion aléatoire de la radioactivité), est très peu probable.

Alors à quoi cela sert de brandir la menace? Le narratif poutinien consiste à lier cette potentielle menace à la fourniture d'armes occidentales pour que l'Ukraine puisse résister à l'agression. Rappelons que

l'échelonnement de la livraison d'arme à l'Ukraine a été fixé par les Américains (d'abord des armes légères antichars et antiaériennes «défensives», ensuite des armes de plus longue portée, puis des chars, demain des avions, etc.). À chaque fois qu'un nouveau barreau de l'échelle est annoncé, la machine à menace nucléaire est actionnée.

En réalité cette rhétorique sur la menace nucléaire vise principalement les opinions publiques de l'Europe occidentale, de l'Amérique du Nord ou du Japon. Et a pour but non de renforcer le mouvement mondial pour le désarmement nucléaire, mais d'intensifier les mobilisations contre la fourniture d'armes à l'Ukraine dans les pays qui fournissent ces armes, puisque, dans le narratif poutinien, armer l'Ukraine c'est entretenir l'escalade qui va, dès demain, conduire à la guerre nucléaire (les manifestants «antiguerre» semblant ignorer que cette menace n'est faite que par Poutine). Cette opération fonctionne très bien dans de nombreux pays, à commencer par l'Allemagne et l'Italie, et la moindre manifestation, théoriquement pour la paix, pratiquement contre les livraisons d'armes est mise en avant par les médias du pouvoir russe comme preuve que le mouvement de la paix mondial est avec Poutine.

ET LE FAMEUX URANIUM APPAUVRI?

Les armes «à uranium appauvri» ne sont absolument pas des armes nucléaires. Une arme nucléaire produit une explosion nucléaire, petite ou grande.

L'uranium appauvri est un métal relativement abondant, puisque c'est un résidu de l'industrie nucléaire civile: ce qui reste une fois que l'on a enrichi une plus ou moins petite partie de l'uranium, l'enrichissement ayant pour but d'augmenter la radioactivité en concentrant la proportion de certains isotopes – certaines variétés d'atomes –, pour



pouvoir ensuite l'utiliser comme combustible de centrale d'électricité ou, pour le super-enrichi, d'explosif de bombe. L'uranium appauvri restant, soit la grande majorité de la masse initiale, peut être plus ou moins radioactif selon son origine, mais très généralement moins que l'uranium naturel et sans aucune capacité de réaction en chaîne nucléaire. Et ce n'est pas du tout pour sa radioactivité qu'il va être utilisé dans des alliages métalliques, mais pour deux raisons : principalement parce que c'est le métal naturel le plus lourd du monde et il va «durcir» ces alliages permettant de créer des obus-flèches qui percent les revêtements des chars modernes, et secondairement parce qu'en pénétrant cet obus-flèche explose et la vaporisation de l'uranium est incendiaire. Tous les pays qui disposent d'une industrie nucléaire peuvent fabriquer des armes à uranium appauvri et la plupart le font.

Une certaine radioactivité résiduelle peut subsister dans des zones bombardées avec de telles munitions, mais le problème principal c'est la toxicité des poussières d'uranium qui peuvent se déposer autour du point d'impact (celle de tous les métaux lourds).

Une munition à uranium appauvri n'est pas, comme bien d'autres, «propre», mais laisser entendre que c'est une arme nucléaire est une escroquerie.

ALORS, QUE FAIRE ?

On peut (on doit) bien entendu s'interroger sur les types d'armements qui sont nécessaires pour se défendre, sur leur utilisation, leur commercialisation, etc. Chez nous en France la prochaine discussion de la Loi de programmation militaire française LPM devrait en être l'occasion, mais cela risque de se réduire à des échanges de slogans creux et des décisions imposées plus ou moins opaques. On remarquera au passage que la «dissuasion nucléaire»

française qui va être à nouveau sanctuarisée dans cette loi, absorbe plus ou moins un cinquième de l'effort budgétaire de la défense, sans que l'on n'ait jamais discuté clairement de ce à quoi elle a servi, de ce à quoi elle sert et servira. On notera tout de même que, quand Poutine a attaqué l'Ukraine, nous avons fait faire des ronds dans l'eau à nos trois sous-marins lanceurs d'engins opérationnels, pour montrer notre mâle détermination... cela n'a guère eu d'effet du côté du Dniepr...

On peut (on doit) s'interroger sur l'OTAN, sur son fonctionnement, sur l'absence totale de débat concernant cet organe d'une Alliance Atlantique dont notre pays est une des toutes premières composantes. Comment se fait-il par exemple que le lamentable résultat d'une intervention de presque deux décennies en Afghanistan n'est fait l'objet... d'aucun débat (sauf les instances de l'Alliance qui ont parlé de «succès»). Et nous devons réfléchir, une fois cette guerre d'Ukraine terminée, à ce qui pourrait fonder une vraie sécurité collective en Europe, et au-delà, non fondée sur de tels pactes...

On peut (on doit) s'interroger sur l'évolution générale du monde, sur les fractures qui s'y développent, l'immense crise environnementale qui est en cours, sur ces gouvernements (les nôtres) qui se réclament «de valeurs démocratiques» contre l'agression poutinienne, mais oublient ces mêmes «valeurs», voire soutiennent activement ceux qui les combattent dans d'autres régions du monde.

On doit, et on peut plus que l'on ne croit, se battre contre la militarisation du monde, la «sécurisation» autoritaire qui affecte même les démocraties, soutenir et amplifier le refus du nucléaire militaire avec les peuples et des dizaines d'États. Nous savons le risque que font peser les stocks d'armes nucléaires, et que



la lutte pour le désarmement nucléaire n'est pas du tout pas passée de mode!

Il est légitime de s'interroger sur les moyens les plus efficaces de s'opposer à la guerre déclenchée par Poutine (évidemment ce texte ne s'adresse pas à ceux qui croient que Poutine a été attaqué), d'écouter les Ukrainiens, et d'abord les progressistes d'Ukraine, d'écouter les antiguerres russes. Moi et beaucoup de mes camarades nous pensons qu'il faut soutenir la résistance armée et non armée du peuple ukrainien et que c'est aux Ukrainiens de définir de quoi ils ont besoin pour faire face à l'agression. Ce qui ne signifie pas être aveugle ou défendre n'importe quoi, et notamment qu'il faut surveiller ce que font nos propres autorités. D'autres peuvent penser qu'il y a d'autres priorités pour lutter contre la militarisation, d'autres actions pour être solidaires des peuples qui souffrent.



LES TROUPES RUSSES DOIVENT QUITTER L'UKRAINE, IMMÉDIATEMENT ET SANS CONDITIONS

ALBERTO NADAL, MARCELINO FRAILE¹

La résistance héroïque du peuple ukrainien a contredit ceux qui prédisaient la chute immédiate de l'Ukraine aux mains de l'armée russe. Cette résistance civile et militaire massive a été la démonstration la plus claire que l'Ukraine est une nation; le discours impérialiste de Poutine sur la nation ukrainienne comme une invention bolchevique a été réfuté par les faits. L'Ukraine est une nation qui, comme toutes

1. Les auteurs sont des militants basques engagés dans la solidarité avec l'Ukraine. Cette contribution a été publiée à la veille de la manifestation organisée en Euskadi en solidarité avec la résistance ukrainienne.

Ce qui est illégitime c'est d'adhérer au discours qui consiste à dire qu'il ne faut pas que l'Ukraine se défende d'un pas de plus, qu'il ne faut pas qu'elle soit en mesure de contrer une nouvelle offensive russe, qu'il faut qu'elle accepte (provisoirement?) l'invasion, bref qu'il ne faut surtout pas continuer à l'armer car, sinon, il y aura la guerre nucléaire! Et cela sans *aucune* pression directe ou même symbolique contre celui-là même qui brandit cette menace, c'est-à-dire le chef de la Fédération de Russie, ce qui lui permet au passage d'expliquer benoîtement à son peuple que «le mouvement pour la paix est avec nous»!

La paix, juste et durable, c'est un chemin difficile. S'il n'y a pas à l'heure où ce texte est écrit, de chemin de négociation visible, ce ne sera peut-être pas le cas dans quelque temps...

31 MARS 2023

les nations, a le droit de maintenir sa souveraineté et son intégrité territoriale.

La résistance armée ukrainienne contre l'invasion est légitime tant du point de vue du droit international que du point de vue du droit des peuples à déterminer leur propre destin. Cette résistance, composante indispensable de la lutte pour le retrait russe, doit être soutenue matériellement et politiquement. Au cœur de cette résistance, il y a eu, il y a et il y aura des hommes et des femmes ukrainiens. Au front et à l'arrière.

Nous assistons à une guerre déclenchée par le gouvernement russe contre un pays, l'Ukraine. Vous

pouvez spéculer autant que vous voulez, la guerre à laquelle nous sommes confrontés est une guerre d'agression menée par la Russie contre une Ukraine qui se défend. Telle est la réalité.

COMMENT PEUT-ON ÊTRE SOLIDAIRE D'UN PEUPLE ALORS QU'ON L'IGNORE ?

L'OTAN n'a pas envahi la Russie et la Russie n'a envahi aucun pays de l'OTAN. Il est pour le moins choquant d'assister à des manifestations anti-guerre dans lesquelles le peuple ukrainien n'est pas mentionné. Comment peut-on être solidaire d'un peuple alors qu'on l'ignore ? Quelle paix demandait-on alors ? Des négociations entre qui et avec quel contenu ?

Nous, citoyens européens, devons soutenir la lutte du peuple ukrainien. Une défaite de l'Ukraine serait catastrophique pour la démocratie et pour les intérêts des peuples à travers l'Europe et le monde. Elle conduirait à la normalisation des conquêtes territoriales et à de nouvelles guerres d'agression dans le monde. Elle signifierait la perpétuation de la domination d'autres pays post-soviétiques dans l'orbite de l'impérialisme russe qui revendiquerait des pays tels que les Pays baltes, la Pologne, etc. autrefois partie prenante d'un empire russe que le délire des dirigeants russes actuels veut reconstruire. La confrontation entre les blocs militaires serait alors plus près que jamais.

Au contraire de ce que répandent les services gouvernementaux pro-russes, la société ukrainienne est une société pluraliste dans laquelle, même dans les conditions très défavorables d'une guerre, les organisations sociales, syndicales, féministes, etc. continuent d'exister. Zelensky n'est ni moins démocratique ni plus néolibéral que la plupart des dirigeants européens.

SOLIDARITÉ AVEC LES MOUVEMENTS SOCIAUX EN UKRAINE

Nous devons ici essayer de faire preuve d'une solidarité active avec les mouvements sociaux actifs en Ukraine en créant des liens avec eux, en les aidant autant que possible, en gardant à l'esprit que certains de leurs militants sont en première ligne pour défendre leur pays et que si, en temps normal, leur travail est difficile, les difficultés sont démultipliées en temps de guerre.

Nous devons également essayer d'être solidaires avec les organisations, mouvements et individus russes qui, confrontés à une terrible répression, luttent contre les politiques impérialistes de leur gouvernement. Les mouvements sociaux ont l'énorme responsabilité de faire connaître les activités de leurs homologues russes et ukrainiens. La solidarité doit être développée également sur le plan matériel en répondant aux besoins énormes provoqués par les bombardements répétés de la population civile et des infrastructures qui assurent leurs conditions de vie.

Les crimes commis à la suite de l'invasion russe ne peuvent rester impunis. Les meurtres, les viols et les tortures, les bombardements systématiques des infrastructures fournissant des biens essentiels sont des crimes de guerre. Leurs auteurs matériels et les responsables au plus haut niveau doivent savoir, comme ceux qui ont des projets similaires partout dans le monde, qu'ils devront un jour ou l'autre répondre de leurs actes devant les tribunaux compétents.

Nous pensons que la solidarité avec le peuple ukrainien ne doit pas être laissée aux seuls gouvernements. Les citoyens, en l'occurrence les citoyens basques, doivent participer activement et discuter de chaque mesure prise. Et se mobiliser en conséquence. Dans une telle situation, les intérêts en



jeu sont gigantesques. Le peuple doit être dûment informé et consulté sur toute décision.

Les signataires de ces lignes, qui travaillent à la construction d'une plateforme de solidarité basque avec l'Ukraine, participeront à la manifestation convoquée par l'Association «Ukraine-Euskadi» le 24 février, pour exiger le respect et la solidarité avec la résistance du peuple ukrainien à l'invasion russe. Nous exigeons également que les troupes russes

quittent l'Ukraine, immédiatement et sans conditions. Nous exigeons de nos gouvernements qu'ils accordent des droits à tous les migrants et réfugiés qui sont arrivés dans notre pays. En l'occurrence, les réfugiés ukrainiens doivent pouvoir rester parmi nous sans limite de temps ni condition.

NAIZ, 22 FÉVRIER 2023

Traduction Mariana Sanchez

LA GAUCHE PARLEMENTAIRE ET L'HOLODOMOR

MICHEL LANSON¹



Le 28 mars, la députée Renaissance Anne Genetet a présenté à l'Assemblée nationale, sur la demande des autorités ukrainiennes, un projet de résolution concernant l'Holodomor.

Il s'agit bien d'une résolution et non d'une loi contraignante, la résolution marquant l'expression d'un souhait ou d'une préoccupation.

Dans ce cas, elle concerne la reconnaissance de l'Holodomor (mot ukrainien désignant la mortalité de masse par la faim en Ukraine dans les années 1932 et 1933) comme crime de génocide.

Les conclusions de cette résolution portent sur la reconnaissance officielle et la condamnation du génocide commis par les autorités soviétiques. Ce texte apporte «son soutien au peuple ukrainien dans son aspiration à faire reconnaître les crimes de masse commis à son encontre par le régime soviétique» et invite le gouvernement français à reconnaître à

son tour le génocide et à aider l'information et la recherche sur ce point d'histoire.

Des textes comparables ont déjà été adoptés dans une vingtaine de pays et au Parlement européen. Bien entendu, le gouvernement russe a chaque fois réfuté le terme de génocide et dénoncé une diabolisation de son pays.

Si la position des historiens peut sensiblement diverger sur l'emploi du terme génocide, aucun ne conteste la famine qui a suivi la collectivisation et les réquisitions forcées. Certains pensent que qualifier l'Holodomor de génocide dégraderait les génocides reconnus, ceux des Arméniens, des Juifs, des Tutsis, car les victimes ne seraient pas uniquement ukrainiennes. N'empêche que le crime a bien eu lieu et qu'il est le fait de la politique criminelle de Staline nonobstant son extension.

Bien entendu, ce moment de l'histoire n'est ni enseigné ni commémoré en Russie. En revanche, «les Ukrainiens se sont appropriés cette mémoire²» et en ont fait un élément important de leur sentiment national.

1. Membre du réseau Bastille et du Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine.

2. Anna Colin Lebedev.

Aujourd'hui, au moment où les troupes de Poutine, en guerre contre le peuple ukrainien, commettent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité reconnus par les instances internationales, ce point d'histoire revêt un caractère hautement politique. L'analyse du vote de la résolution doit être appréciée dans ce sens.

La résolution a été adoptée par 168 voix contre 2 (le nombre de députés élus étant de 577). Les deux votes contre sont ceux des deux députés membres du PCF présents en séance.

Le porte-parole du vote contre, Jean-Paul Lecoq, député du Havre, conteste l'intentionnalité du crime de masse malgré les faisceaux d'indices concordants révélés par les historiens, parle de concurrence mémorielle et surtout déclare : « Est-il opportun de voter ce texte qui nous rapprochera un peu plus du point de non-retour dans nos relations avec la Russie ? » Cette question est à mettre en relation avec le « Il ne faut pas humilier la Russie » du président de la République. Mais le lointain descendant de Jean-Claude Gayssot va plus loin encore :

Si, nous, Parlement français, voulons être les artisans d'une paix juste et durable entre l'Ukraine et la Russie, le vote d'une telle résolution ne semble pas adéquate.

Jean-Paul Lecoq avait déjà déclaré, lors de la discussion sur la question des Ouïgours : « Beaucoup de forces ont intérêt à faire de la Chine un État sanguinaire pour préparer la guerre économique. »

Ce tenant de la paix à tout prix a donc une méthode : ne pas humilier voire soutenir les dictateurs.

Autre composante de la Nupes à se distinguer lors de ce débat, la France insoumise. La totalité du groupe était absent de l'hémicycle. Bastien Lachaud a défendu la « position » de son groupe en reprenant l'argument de la dévaluation des génocides et de la

fragilisation du droit international si ce sont les parlements qui écrivent l'Histoire. Il a conclu son intervention de la manière suivante :

En somme, au nom d'un impératif politique présent que nous partageons (affirmer notre soutien à l'Ukraine face à l'agression criminelle du régime de Vladimir Poutine) la présente résolution nous invite à nous arroger le pouvoir d'écrire l'histoire et nous fait courir le risque de déchirer le délicat tissu du droit international. Notre sens des responsabilités nous interdit de franchir ce pas. C'est pourquoi nous ne prendrons pas part au vote.

Pour mémoire, ce député est l'auteur d'un ouvrage paru en 2019 aux éditions du Cerf intitulé : *Faut-il faire la guerre à la Russie?*, dont voici la quatrième de couverture :

Voix essentielle de la France insoumise, Bastien Lachaud dénonce ici nos aveuglements géopolitiques qui nous font endosser les conflits qui ne sont pas les nôtres. Un appel à revenir à la France libre. Depuis quelques années, un très étrange sentiment antirusse s'est emparé des élites politiques et médiatiques. De l'élection de Donald Trump à l'affaire Benalla, derrière n'importe quel problème du monde, Moscou serait forcément impliqué.

Ce responsable politique a donc de la constance dans les idées, tout comme son collègue du POI Jérôme Legrave qui, seul contre tous, a voté contre la condamnation de l'agression de Poutine envers l'Ukraine.

Ces positions désolantes sont dans la continuité d'une politique. Elles prennent la forme d'un « campisme » qui refuse de condamner l'impérialisme russe (c'est un euphémisme) au prétexte qu'il y a un impérialisme américain à la tête de l'OTAN.

Mais ce qui interroge, c'est la position des élus de LFI qui ont aussi signé le texte de soutien à la



résistance ukrainienne: «Pour une paix juste et durable...» écrit par le Comité français du Réseau européen de soutien à l'Ukraine (RESU).

À chaque moment, au détour de chaque discussion, l'actualité des luttes contre les attaques impérialistes,

les conquêtes coloniales et les crimes de guerre demande à avoir une position ferme et claire: soutien à l'Ukraine combattante, condamnation de Poutine à l'instar de celle de Staline.

POUR LE BOYCOTT DES ENTREPRISES FRANÇAISES TRAVAILLANT EN RUSSIE

JEAN COUTHURES

La genèse de la pétition pour le boycott des entreprises françaises est liée à la forte suspicion initiale d'un engagement limité de la France pour équiper l'Ukraine en armement face à l'impérialisme russe qui se confirme. Il apparaît pourtant plus que jamais nécessaire de constituer une défense européenne et appliquer strictement les sanctions de l'UE contre la Russie. Cela nécessiterait des équipements communs et une clarification de la diplomatie européenne, qui reste à construire face à l'OTAN au regard de ses dérives antérieures.

Maintenir le dialogue avec Poutine, ne pas apparaître comme un pays cobelligérant semble être le seul horizon du président Macron.

Dans ce contexte, *business as usual*, les grands groupes font tout pour maintenir leurs activités en Russie, se rendant complices des crimes contre le peuple ukrainien qu'ils financent indirectement. Le transbordement de gaz ou de pétrole russe dans des navires de complaisance transite ainsi de la Chine vers la France, en dépit de la décision européenne de boycott qui bride l'appétence de Total. Plus grave encore, notre pays continue d'acheter de l'uranium naturel au Kazakhstan et en Ouzbékistan via la Russie. Le combustible usagé de nos centrales nucléaires est toujours recyclé par l'entreprise russe Rosatom, en Sibérie, à Toms.

EDF et Orano doivent mettre fin à ce trafic qui met en péril la crédibilité de notre volonté de participer à la construction européenne.

Dans le contexte délétère de notre pays, bientôt illibéral (?), ces questions qui relèvent de la géopolitique échappent au Parlement. Par contre, les citoyens peuvent agir collectivement contre les entreprises de la grande distribution (alimentations et équipements) compromises en Russie par un boycott actif en Europe.

C'est le sens de la pétition initiée par le Mouvement des progressistes, avec les premières signatures de Jean Couthures (porte-parole national du Mouvement des progressistes); François Bechieu (secrétaire national du MDP, adjoint au maire du 19^e arrondissement de Paris), Jean-Pierre Pasternak (Union des Ukrainiens de France).

En solidarité avec l'Ukraine, nous appelons au «boycott des entreprises françaises complices des crimes de l'impérialisme russe».

Depuis plus d'une année, le peuple ukrainien résiste de façon admirable à l'invasion russe qui procède au massacre des populations, à la destruction de toutes les infrastructures essentielles: écoles, hôpitaux, habitats et lieux de Culture, et ravage les paysages par un écocide planifié. Chaque jour apporte son cortège abominable de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité que le Tribunal pénal international devra juger. Dès le début de ce conflit majeur, nous



exprimons notre solidarité en étant présent aux marches, en participant à l'envoi de vêtements ou en facilitant l'accueil de réfugiés.

Des sanctions économiques à l'encontre de l'État russe ont été renforcées par l'UE suite à l'annexion de la Crimée et de Sébastopol, des oblasts de Donetsk, Louhansk, Zaporijjia et Kherson. Ces sanctions visent les secteurs financiers, commerciaux, de l'énergie, des transports, de la technologie et de la défense.

Cependant avec un cynisme criminel qui n'est pas sans rappeler le cimentier Lafarge qui finançait Daech en Syrie pour maintenir son activité, des entreprises françaises présentes en Russie telles que Auchan, Leroy Merlin, Decathlon, Bonduelle s'avèrent également complices de cette guerre en livrant des fournitures ou des aliments.

À défaut d'une injonction du gouvernement français pour quitter sans délais le territoire russe, nous nous engageons à promouvoir une campagne de boycott de ces entreprises, en France mais aussi partout en Europe.

COLLECTIF « BOYCOTT DES ENTREPRISES FRANÇAISES EN RUSSIE »

Pour signer: www.change.org/p/boycott-des-entreprises-fran%C3%A7aises-en-russie



PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

DES ANARCHISTES RUSSES, UKRAINIENS ET BIÉLORUSSES QUI COMBATTENT CONTRE LA RUSSIE ANALYSENT L'IMPÉRIALISME DE L'OTAN

PROPOS RECUEILLIS PAR ALONA MALAKHAEVA ET
JOSE ÁNGEL SÁNCHEZ ROCAMORA

Podcast en espagnol, www.elsaltodiario.com/el-salto-radio/anarquistas-rusia-ucrania-belarus-analizan-guerra-frente

Dans ce podcast du site espagnol *El Salto* Radio, nous écoutons trois voix d'anarchistes d'Ukraine, de Russie et du Bélarus, qui se battent actuellement

contre la Russie dans différentes organisations autonomes et dans la légion internationale de l'armée ukrainienne. Trois voix qui critiquent le gouvernement actuel de Zelensky, la Russie, l'OTAN, les États-Unis et l'Europe, ainsi que la guerre elle-même et les contradictions qui accompagnent le fait de devoir se battre aux côtés d'un adversaire politique.

El Salto a interviewé Ilya Lechy, volontaire russe dans les unités de défense du comité de résistance Forces



anti-autoritaires internationales unies d'Ukraine; Salam, Biélorusse issu de la résistance populaire anti-autoritaire contre la dictature au Bélarus, qui, avec d'autres anarchistes volontaires, se bat dans la Légion internationale de l'armée ukrainienne. Enfin,

nous avons rencontré Dmytro Cooper, membre ukrainien de l'unité antifasciste et anti-impérialiste ukrainienne Black Flag.

EL SALTO, 31 MARS 2023

L'UKRAINE ET LA QUESTION DE L'AUTOGESTION

PATRICK LE TRÉHONDAT¹



Dans son rapport d'activité de 2022, le Sotsialnyi Rukh soulignait que «la société civile a été contrainte de remplir le rôle de l'État et, au lieu d'attendre une assistance plus spécifique, d'assumer presque toutes ses fonctions sociales». Quelques mois plus tôt, en septembre 2022, lors de sa conférence de Kyiv, cette organisation expliquait que «la guerre a conduit à de nouvelles formes d'auto-organisation et de politique populaire. La mobilisation du peuple sur la base de la guerre de libération nationale a renforcé le sentiment d'implication populaire dans une cause commune et la conscience que c'est grâce aux gens ordinaires, et non aux oligarques ou aux entreprises, que ce pays existe. La guerre a radicalement changé la vie sociale et politique en Ukraine, et nous ne devons pas permettre la destruction de ces nouvelles formes d'organisation sociale, mais les développer». Parmi les revendications mises en avant par la conférence, Sotsialnyi Rukh avançait «en particulier, la nationalisation des entreprises clés sous contrôle ouvrier et public est nécessaire. Introduction de l'ouverture des livres de compte dans toutes les entreprises, quelle que soit la forme de propriété et d'implication des salariés dans leur gestion, création d'organes et de

comités élus séparés pour la réalisation de ce droit²». De son côté, Katya Gritseva, membre de cette organisation, dans une interview donnée, lors de son passage à Paris, à la revue française *Contretemps*³, observait que «Beaucoup de gens sont volontaires, ils s'engagent dans l'aide mutuelle, créent des organisations extra-étatiques pour pallier les carences d'un État peu préparé à une telle situation. Cette dynamique d'auto-organisation est contradictoire avec le retour des conservateurs, voire de l'extrême droite. Pour la gauche il s'agit d'agir en faveur de cette dynamique, d'aider les travailleurs, les gens, sans prétendre leur donner des leçons à la manière des stalinien». Ksénia de la coopérative QueerLab à une question sur l'autogestion en Ukraine nous répondait :

Oui, la pratique de l'autogestion est généralisée. En Ukraine, ce sujet est discuté et est pertinent, car tout le monde est impressionné par le phénomène d'auto-organisation de diverses équipes, de volontaires, d'activistes, dont la montée est devenue perceptible avec le début d'une guerre à grande échelle ! Notre équipe est également auto-gérée, chacun s'engage et coordonne la direction.

1. Membre des Brigades éditoriales de solidarité.

2. Ces deux résolutions ont été publiées dans *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 12 et 15, www.syllepse.net/en-telechargement-gratuit-_r_20.html.

3. *Contretemps*, n° 56, janvier 2023, Paris, Syllepse.

En outre, adhérant à la structure horizontale, nous n'avons pas de «chefs» ou de «patrons»¹.

Ajoutons que de nombreux observateurs occidentaux surpris par la remise en route si rapide des chemins de fer ukrainiens après des bombardements russes, en concluaient que des entreprises privées n'auraient jamais pu réaliser ces exploits ni si efficacement organiser l'évacuation des réfugiés. L'association Autogestion remarquait (11 mars 2022) que «la guerre a confirmé pour les uns, révélé à d'autres, renforcé en tout cas, l'existence d'une solidarité nationale et surtout provoqué une auto-organisation populaire. À l'initiative des travailleurs, la reconversion de la production de nombreuses entreprises pour soutenir l'effort de guerre a été organisée... Municipalités, administrations locales, groupes d'habitants organisent ensemble la vie quotidienne, le ravitaillement, les soins, les évacuations».

L'Ukraine n'est pas une *terra incognita* pour l'auto-gestion. Elle a connu un important mouvement de coopératives à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle, «mouvement d'autodéfense de couches de la population politiquement, culturellement colonisées, socialement humiliées et économiquement exploitées qui a joué un rôle important dans le développement du sentiment national²». Marko Bojczun (1952-2023), historien marxiste ukrainien, observe que la Rada centrale de 1917 «souhaitait remplacer le gouvernement provisoire en tant que décideur des industries stratégiques nationalisées, mais n'a pas accueilli favorablement le mouvement en faveur de l'autogestion et du contrôle par les travailleurs», et

attribue pour partie cette absence de réponse à son échec³.

Aujourd'hui la capacité d'auto-organisation de la société civile ukrainienne a été et reste une des clefs de sa résistance à l'agression impérialiste russe. Dans une situation de guerre, il peut apparaître surprenant que les exploités et dominés aient décidé de prendre leur vie en main, alors que leur situation pourrait apparaître désespérée et que la résignation ou la détresse pourraient les tétaniser. Mais c'est souvent dans des situations de crise aiguë que les travailleurs décident de s'occuper de «l'administration des choses» (Friedrich Engels), lorsque l'État est incapable de répondre à leurs besoins. Toutes proportions gardées, et sans tomber dans l'anachronisme, on peut penser aux travailleurs argentins, qui, confrontés aux licenciements massifs, décident de reprendre leur entreprise, de la gérer eux-mêmes, d'organiser de nouvelles relations au travail, de nouvelles formes de production écologiques. On estime à près de 20 000 travailleurs qui gèrent eux-mêmes plus de 435 entreprises autogérées à travers l'Argentine (février 2022). On pense également, au cœur de la Babylone du capitalisme, à ces coopératives ouvrières autogérées aux États-Unis. Citons l'exemple de Spectrum [société d'accès à internet] à New York, où les travailleurs, après une grève de quatre années, ont développé leur coopérative d'accès à Internet People's Choice⁴ et offert aux habitants du Bronx un accès à internet moins cher. Enfin citons Dicle Amed, membre du comité de l'économie des femmes du Rojava au sujet des coopératives de femmes: «Nous essayons de développer un format de production qui



1. <https://rev.org.ua/samoorhanizatsiya-ta-solidarnist%ca%b9-lhbt-k-pid-chas-viyny/>

2. Voir Patrick Le Tréhondat, «Mouvement ouvrier et coopératives en Ukraine (1898-1920)», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 16.

3. Voir «Approches de l'étude de la révolution ukrainienne», *Journal of Ukrainian Studies*, été 1999, dans Marko Bojczun, *un marxiste ukrainien*, un recueil de textes en téléchargement libre et gratuit sur le site de Syllepse.

4. <https://peopleschoice.coop>.

n'est pas directement orienté vers l'argent et qui ne repose pas sur le développement de grands monopoles de production, mais qui répond aux besoins de la société et assure l'autosuffisance. Voilà ce que nous faisons. Nous ne faisons pas de bénéfices avec ces coopératives et nous ne sommes pas actionnaires.» On pourrait multiplier les exemples mais toutes ces expériences, du Nord au Sud, ont en commun la construction d'une économie politique des travailleurs alternative au capitalisme.

Depuis plusieurs années, l'association Autogestion a entrepris de publier une *Encyclopédie internationale de l'autogestion* où sont proposées des contributions sur des expériences d'autogestion ou de contrôle ouvrier du 19^e siècle à aujourd'hui, mais aussi des textes théoriques sur cette question, d'auteurs venus d'un large spectre du mouvement ouvrier, des sociaux-démocrates aux libertaires. À ce jour, onze volumes sont parus (en libre téléchargement¹) en français. Trois volumes sont parus en espagnol. Dans son douzième volume, elle publiera notamment des articles sur les coopératives ukrainiennes de consommateurs dans la guerre ou sur la reconversion de restaurants en cantines militaires.



L'AUTOGESTION, UNE PERSPECTIVE POLITIQUE EN UKRAINE

Une question se pose: après la victoire, l'État ukrainien va-t-il reprendre toute sa place, déposséder aux travailleurs et la population des capacités de gestion de la société qu'ils ont acquis durant la guerre? Vont-ils être privés de «presque toutes leurs fonctions sociales», pour reprendre une formulation du Sotsialnyi Rukh, qu'ils ont assumées pendant

cette période difficile? Selon la vieille dialectique de «guerre-révolution», on peut espérer que le peuple ukrainien ne souhaitera pas voir l'ordre social et politique d'avant la guerre revenir. En s'appuyant sur son expérience, et sa capacité à gérer lui-même les «fonctions sociales», la question de l'autogestion démocratique à tous les niveaux devra être posée. Récemment, la question de la corruption aux plus hauts sommets de l'État est revenue dans le débat public. Il est clair que le meilleur médicament à ce fléau est le contrôle des travailleurs sur la gestion des administrations. Aucun organisme de contrôle, aucune commission d'enquête ne pourront avoir l'efficacité des collectifs de travailleurs qui contrôlent démocratiquement l'utilisation des fonds publics.

L'autogestion exprime l'aspiration à prendre ses affaires en mains, à s'organiser sans hiérarchie et sans patron, à établir d'autres rapports sociaux, mais dans le cas de l'Ukraine elle devient aussi un outil de résistance et de survie dans une situation inédite. À la fois projet, programme et pratique sociale, l'autogestion se fraie un difficile chemin dans l'histoire de l'émancipation. C'est ce chemin qu'a voulu ouvrir Solidarnosc en 1980 avec son projet de République autogérée, avant d'être écrasé par la bureaucratie polonaise et russe. En Ukraine il est évident que s'écrit une nouvelle page riche d'enseignements de la longue histoire de l'auto-organisation des exploités. Dans cette situation, il apparaît que le Sotsialnyi Rukh est certainement l'une² des organisations les plus conscientes de ces potentialités. Ses tâches politiques sont immenses. Les courants internationalistes et anticapitalistes de la gauche occidentale doivent la soutenir.

1. www.syllepse.net/autogestion-l-encyclopedie-internationale-_r_76_i_648.html.

2. Mais pas la seule, citons notamment certains secteurs du mouvement syndical ukrainien ou du mouvement féministe et LGBT par exemple.

LA LUTTE DES CLASSES NE S'ARRÊTE PAS PENDANT LA GUERRE

De janvier à février 2023, le NSPP (Service national de médiation et de conciliation) a enregistré 140 conflits collectifs du travail (3 au niveau national, 4 au niveau des branches, 2 au niveau territorial, 131 entreprises), impliquant plus de 1,6 million de travailleurs dans 7 643 entreprises.

Dans le cadre de ces litiges, 316 plaintes ont été déposées par les employés, dont 142 (45 %) concernant le non-respect des exigences du droit du travail; 101 (32 %) concernant la mise en œuvre d'une convention collective, d'un accord ou de leurs dispositions distinctes; 46 (15 %)

concernant l'établissement de nouvelles conditions ou la modification des conditions socio-économiques existantes du travail et de la vie industrielle; 27 (8 %) concernant la conclusion ou la modification d'une convention collective, d'un accord.

Dans les litiges concernant les arriérés de salaires, un montant de 56,7 millions d'UAH (1,40 million d'euros) sur le montant total de 717 millions d'UAH (18 millions d'euros) a été payé.

SOURCE: FPU

LES SOLDATS UKRAINIENS SERONT-ILS PRIVÉS DE LEURS DROITS SOCIAUX ?

Selon la confédération syndicale KVPU, le site Internet de la commission de la politique sociale et de la protection des anciens combattants de la Verkhovna Rada a récemment publié un document suggérant de priver les membres des forces armées de certains acquis sociaux. Parmi ceux qui pourraient disparaître, citons les médicaments et les prothèses dentaires gratuits, le traitement en sanatorium ou l'indemnisation des frais de traitement en sanatorium; 75 % de réduction sur les factures de services publics (gaz, électricité, etc.) et sur les bouteilles de gaz liquéfié pour les besoins de leur famille dans le

cadre des normes de consommation moyenne; la gratuité pour tous les types de transport; examen médical annuel; des indemnités d'incapacité temporaire jusqu'à 100 % du salaire moyen, quelle que soit l'ancienneté. Comme l'a fait remarquer avec indignation Mykhailo Volynets, dirigeant de la KVPU: «Il est révélateur que les «législateurs» qui souhaitent l'annulation des avantages accordés aux défenseurs de l'Ukraine, préparent également des projets de loi visant à limiter considérablement les droits des personnes handicapées et à réécrire la législation du travail à la demande des employeurs. Cela ne peut être permis!»



LE SYNDICAT ÉTUDIANT UKRAINIEN ACTION DIRECT SOUTIENT LES CADETS

Depuis février 2023, le gouvernement entend régler le système de rémunération du personnel militaire, qu'il avait mis en place au début de l'invasion généralisée: les cadets et les conscrits se retrouvent sans solde mensuelle qui était de 30 000 hryvnias. Ces décisions ont été prises principalement en raison du déficit budgétaire et de la volonté des autorités de rationaliser les dépenses. Cette orientation politique est soutenue par l'armée elle-même, car elle permettrait de stabiliser l'économie du pays. Mais elle s'accompagne d'un autre problème, auquel la société ukrainienne n'accorde pas trop d'attention, à savoir les allocations extrêmement faibles versées aux étudiants des

établissements d'enseignement militaire – actuellement, chaque cadet reçoit environ 620 hryvnias par mois. De toute évidence, ce montant n'est même pas suffisant pour survivre et, compte tenu de l'absence de primes de réussite et de mérite, il ne peut stimuler le désir des futurs officiers de mieux étudier. Les cadets d'un certain nombre d'institutions spécialisées, en particulier le KhNUPS Ivan Kozhedub, exhortent la société à prêter attention à ce problème. La principale revendication est le retour des paiements mensuels pour les cadets sous la forme du salaire minimum, à savoir 6 700 hryvnias. Une autre façon de régler la question est au moins la

restitution des allocations scolaires. Où trouver les fonds? Le système mis en place par le gouvernement présente un certain nombre de lacunes. Par exemple, certaines personnes qui ne participent absolument pas aux hostilités, puisqu'elles se trouvent à des centaines de kilomètres du front, continuent de recevoir des primes selon l'ancien régime, tout en bénéficiant d'un salaire stable. Les cadets demandent une redistribution des fonds et un contrôle

plus actif par le gouvernement de ses propres innovations. Action directe exprime sa solidarité avec les cadets, et appelle donc à signer la pétition, qui devrait leur donner les mêmes droits que les autres soldats. Les cadets sont l'avenir militaire de l'Ukraine, des personnes qui prêtent serment et consacrent quatre ans de leur vie à la formation au service de leur peuple.

LVIV: LES INFIRMIÈRES VEULENT ÊTRE ENTENDUES

Le 21 mars, le syndicat des infirmières a réussi à se rendre à une réunion pour discuter de la convention collective à la maternité TMO-3 de Lviv. Auparavant, le syndicat indépendant n'avait pas été autorisé à discuter de la convention, qui a affecté directement les conditions de travail dans l'établissement médical, à plusieurs reprises. Comme l'a fait remarquer Oksana Slobodyana, du mouvement Be Like Nina, elle considère qu'il s'agit d'une discrimination à l'encontre des infirmières, puisque le syndicat des médecins, qui a été créé en même temps que le syndicat des infirmières, a été admis sans aucun problème.

De son côté, l'administration de la maternité a expliqué aux infirmières que seuls des points de procédure sont

actuellement en discussion et que leur syndicat pourra faire ses propositions dans la convention collective après l'élaboration de son projet.

Le conflit entre les infirmières et l'administration dure depuis plusieurs mois. Dans un premier temps, le paiement des salaires a été retardé. Après l'intervention de Be comme Nina, ils ont été payés, mais la direction a décidé de punir les rebelles en imposant des horaires de travail décalés. La convention collective qui pourrait corriger cette situation, puisque le syndicat des infirmières cherche à faire ses propositions concernant les horaires de travail et d'autres questions, est toujours en suspens.

Le site web des infirmières Be Like Nina: www.medryh.com.ua



Manifestation à Bruxelles du Comité belge du Réseau européen de solidarité Ukraine (resu.enso@gmail.com).

« NOUS CRÉONS DES SYNDICATS INDÉPENDANTS DANS LES HÔPITAUX »

ENTRETIEN AVEC OKSANA SLOBODIANA¹

Depuis plusieurs mois, à Kyiv, Lviv et dans d'autres villes ukrainiennes, les travailleur·euses des hôpitaux, notamment les infirmières, se sont mobilisé·es pour défendre leurs droits. En cause notamment les salaires non payés, les conditions de travail et les fermetures d'hôpitaux. Des syndicats indépendants à la base sont apparus. Oksana Slobodiana du mouvement « Sois comme Nina » a bien voulu répondre à nos questions sur cette situation.

Pourriez-vous vous présenter pour nos lecteur·trices.

Je m'appelle Oksana Slobodiana. J'anime le mouvement dans le secteur de la santé, le mouvement « Sois comme Nina », le syndicat indépendant de la région de Lviv, et je travaille comme infirmière dans un hôpital pour enfants. Je suis également mère de quatre enfants, dont trois sont encore mineurs.

Pourriez-vous nous présenter le mouvement « Sois comme Nina », son histoire, son rôle et la raison de son nom ?

Notre mouvement est né d'une initiative populaire de travailleur·euses à la base de la santé (infirmières) en 2019. Depuis lors, nous protégeons les droits des travailleur·euses de la santé. Si nous ne parvenons pas à résoudre les problèmes par le dialogue, nous organisons des manifestations. Notre tâche principale

est d'améliorer les conditions de travail et de formation des travailleur·euses de la santé. Pour ce faire, nous utilisons toutes les méthodes, bien sûr, dans le respect de la loi. Le nom du mouvement « Sois comme Nina » vient du nom de l'initiatrice de la première manifestation d'infirmières, Nina Bondar. Nina, qui travaillait dans un hôpital de Kyiv, a décidé un soir de dire son mécontentement concernant les conditions de travail, le salaire et l'attitude de la direction à l'égard des infirmières. Elle a publié ce message – un cri du cœur – sur Facebook. Du jour au lendemain, elle a eu plus de 20 000 vues. Depuis, les travailleur·euses du secteur de la santé s'unissent pour défendre ensemble leurs droits professionnels. Comme Nina, tous et toutes veulent cesser de laisser passer sous silence toutes les violations auxquelles elles et ils sont confronté·es sur leur lieu de travail.

Le secteur des hôpitaux et des soins de santé est stratégique, en particulier pour un pays en guerre. Pourtant, nous constatons que les travailleur·euses de la santé sont confronté·es à de nombreuses difficultés. Pouvez-vous nous parler de la situation actuelle des médecins et des infirmières, et de l'état du secteur de la santé en Ukraine en général ?

Depuis 2018, l'Ukraine met en œuvre une réforme des soins de santé. Depuis lors, les établissements médicaux ferment régulièrement, les hôpitaux sont optimisés et fusionnés. Cela a un impact important sur les travailleur·euses du secteur de la santé, qui perdent leur emploi. Ce processus ne s'est pas arrêté pendant la guerre. La situation s'est considérablement



1. Oksana Slobodiana est membre du mouvement « Sois comme Nina ». Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat.

aggravée: de nombreux établissements médicaux ont été fermés à la suite des bombardements et des tirs d'artillerie. À ce stade, il serait utile de mettre un terme à cette soi-disant «optimisation». Mais la principale erreur de la réforme a été la décision de transférer la gestion du secteur des soins de santé aux autorités locales. Aujourd'hui, ce sont les fonctionnaires locaux qui décident si un établissement de santé est nécessaire ou non. Les autorités municipales sont devenues *de facto* les propriétaires des hôpitaux. Des personnes qui n'ont pas reçu de formation spéciale, qui ne comprennent pas comment cela fonctionne dans la pratique, décident du sort des établissements médicaux et, par la même occasion, de leurs employé·es et de leurs patient·es.

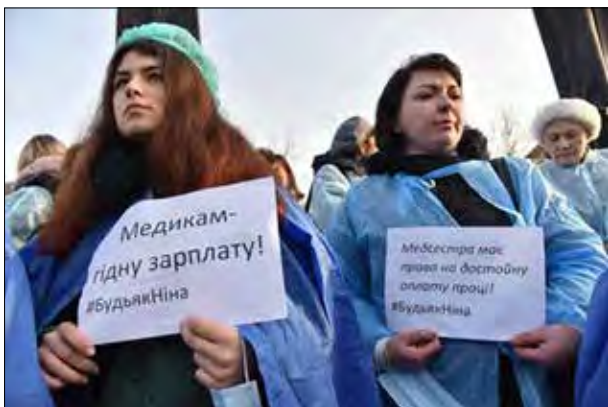
Nous avons assisté à des manifestations du personnel hospitalier à Kyiv et à Lviv. Je pense

que des syndicats ont également été créés dans ces villes. Pourriez-vous nous parler de ces manifestations et des revendications qu'elles expriment? Quels sont ces nouveaux syndicats ou organisations qui existent dans les hôpitaux pour protéger les employés et leur santé?

Les manifestations sont interdites en Ukraine en raison de la «loi martiale». Mais les travailleur·euses de la santé ne se reposent pas sur leurs lauriers et commencent à créer des syndicats indépendants sur le terrain. Jusqu'alors, les «syndicats d'État» opéraient dans les établissements médicaux, soutenus par des ressources «administratives», tout en ignorant les opinions et les intérêts de leurs membres.

Aujourd'hui, tout change. Les employé·es s'unissent pour défendre leurs droits professionnels. Auparavant, ces syndicats indépendants n'existaient que dans les grandes villes, mais aujourd'hui nous contribuons à





ce qu'ils apparaissent également dans les petites villes et les villages. Les travailleur·euses des petites villes et des villages doivent également se sentir protégé·es.

Quel type de soutien recevez-vous de la part du public?

L'attitude des gens à l'égard des médecins change suivant les périodes. Parfois, les patient·es pouvaient faire des reproches au personnel médical. Puis est survenue la pandémie du Coronavirus, et les gens ont vu comment les médecins, les infirmières et le personnel subalterne, sans protection spéciale, au péril

de leur vie, ont commencé à les sauver. Le personnel de santé a alors gagné en respect. Aujourd'hui, les choses se passent différemment. Pour être honnête, tous les Ukrainien·nes ne sont pas bien informé·es sur la réforme actuelle du secteur de la santé et ses conséquences, si bien qu'ils et elles se plaignent souvent de nous. Mais nous communiquons activement avec la population, en l'informant de la situation réelle. Les gens commencent à réfléchir à cette question plus en profondeur et à soutenir les professionnel·les de la santé.

Pensez-vous que les professionnel·les de la santé peuvent proposer un plan alternatif à la politique de santé du gouvernement?

Bien sûr, car les changements ne peuvent être proposés que par des personnes qui travaillent dans ce domaine et connaissent ses problèmes de l'intérieur. En effet, il semble parfois que des personnes au hasard, sans expérience particulière, ont pris en charge la réforme du secteur de la santé en Ukraine. Par exemple, ils veulent réformer les soins de santé en Ukraine selon le «modèle britannique». Mais nos réalités, la situation économique du pays, la mentalité des gens et la situation des soins de santé, qui n'ont jamais été correctement financés, sont très différentes de celles du Royaume-Uni. En outre, nous ne devons pas oublier que notre pays est actuellement engagé dans une guerre à grande échelle.



PUBLIÉ PAR LE RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ ET DE LUTTES, 3 AVRIL 2023

Site du mouvement Sois comme Nina:
www.medryh.com.ua/?fbclid=IwAR2gRmW83mBmply8pKAbEP34HneL-bHQRwX9ARc7_LaRy2285dxYRq6bR5g

Page Facebook: www.facebook.com/groups/2486280374918717

SOTSIALNYI RUKH SOLIDAIRE DU MOUVEMENT CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES EN FRANCE

Le 26 mars, des militant·es de la section de Sotsialnyi Rukh ont organisé devant le consulat de France à Lviv un rassemblement de solidarité avec le mouvement français contre la réforme des retraites.

ici con
impérialis
là-bas con
tyrannie







MARKO BOJCUN (1951-2023), UN MARXISTE UKRAINIEN

Figure de la gauche marxiste antistalinienne ukrainienne, Marko Bojcun (21 mars 1951-11 mars 2023) vient de disparaître. Il est notamment l'auteur de *The Workers' Movement and the National Question in Ukraine: 1897-1918* (Le mouvement ouvrier et la question nationale en Ukraine: 1897-1918), Brill, 2021.

Les éditions Syllepse proposent en téléchargement libre et gratuit un recueil de textes de Marko Bojcun qui reviennent sur la révolution ukrainienne de 1917-1921, le développement du capitalisme en Ukraine après l'indépendance et ses contradictions ainsi que ses activités dans l'opposition de gauche.

Table des matières : Denis Pilash, «Solidarité, humanisme, socialisme : à la mémoire de Marko Bocjun»; «Nous sommes passés du nationalisme ukrainien au socialisme radical, certains d'entre nous au trotskisme»; «Approches de l'étude de la révolution ukrainienne»; «Trotsky ukrainien»; «Les causes de la crise ukrainienne»; «Stratégie de développement et régime d'accumulation : le retour du capitalisme en Ukraine»; «Le mouvement ouvrier va inévitablement renaître en Ukraine».

www.syllepse.net/syllepse_images/marko-bojcun--1951-2023.pdf

« NOUS SOMMES PASSÉS DU NATIONALISME UKRAINIEN AU SOCIALISME RADICAL, CERTAINS D'ENTRE NOUS AU TROTSKISME »

MARKO BOJCUN¹

Marko, en Ukraine, vous êtes connu comme un excellent analyste des questions contemporaines ukrainiennes – en matière de politique et de développement socio-économique. Aujourd'hui, vous êtes également connu en tant qu'historien, chercheur sur la classe ouvrière et la question nationale. Mais j'aimerais maintenant vous interroger sur votre vie et votre travail en tant qu'activiste social. Vous êtes né en Australie. Il y a eu plusieurs façons d'arriver dans la diaspora. Comment votre famille s'est-elle retrouvée en dehors de l'Ukraine?



Ma mère est partie en Allemagne depuis la Slovaquie pendant la guerre. Ma mère et son père, Petro Kulchytskyi, ont fui le front, sont arrivés à pied en Tchécoslovaquie, d'où ils ont été déportés en Allemagne, où mon grand-père est mort, et ma mère s'est retrouvée dans un camp de réfugiés à la fin de la guerre. Mon père était membre de la division SS Galicie. À la fin de la guerre, il a été emprisonné. Puis il a été libéré et s'est retrouvé dans le même camp que ma mère. Ils se sont mariés, sont allés en Italie et, de l'Italie, ont embarqué pour l'Australie en 1949. Là, ils ont de nouveau été placés dans un camp, mais séparément : ma mère a été dans un camp, mon

père a été envoyé pour construire un chemin de fer dans les montagnes. Ils ont vécu séparément pendant deux ans, puis se sont installés à Newcastle, où je suis né en 1951. Mon père a d'abord travaillé dans le chemin de fer, puis dans une aciérie. Ma mère a géré notre ferme : nous avions un peu de terre. J'ai grandi principalement dans les bois, à la périphérie de Newcastle. J'allais à l'école pieds nus presque toute l'année, jusqu'à ce qu'il fasse froid pendant quelques semaines. L'Australie est un pays chaud. C'est ainsi que j'ai grandi. La communauté ukrainienne en Australie était assez petite, environ 20 000 Ukrainiens dans tout le pays. À Newcastle, ils étaient environ 200. Mes parents ont joué un rôle actif dans la communauté : ils ont enseigné à l'école le samedi, construit une maison du peuple, puis l'église. Nous avons vécu en Australie pendant vingt ans, mais au sein d'une petite communauté. Mes parents ont décidé d'émigrer à nouveau, cette fois au Canada, où mon père avait des sœurs et des frères non loin de là, dans des États du nord des États-Unis. Ils voulaient se rapprocher de leur famille, appartenir à une communauté ukrainienne plus importante. Mes parents espéraient que leurs enfants deviendraient de meilleurs Ukrainiens, s'ils voyaient ce que pouvait être une communauté plus grande. C'est ainsi que nous avons déménagé en 1968. Nous avons navigué de l'Australie au Canada. Lorsque nous avons quitté l'Australie, la température à Sydney était d'environ 40 °C, et lorsque nous avons traversé le Canada en train jusqu'à Toronto, la température était de -20 °C

1. Entretien avec Maksym Kazakov, publié par *Commons*, 13 décembre 2017. Traduction Patrick Le Tréhondat.

(rires). En trois semaines, nous sommes passés d'un pays semi-tropical à un pays semi-arctique.

Vous avez déménagé aux États-Unis en 1968, au moment où les manifestations étudiantes les plus massives avaient lieu aux États-Unis et où le mouvement afro-américain était à son apogée. En 1969, le légendaire festival de Woodstock a eu lieu. Avez-vous ressenti cet esprit des années 1960 en arrivant au Canada?

Je l'ai pleinement ressenti. J'ai quitté la forêt australienne pour l'Amérique du Nord et j'ai vécu dans une ville pour la première fois. La guerre du Vietnam était en cours et de nombreux jeunes hommes fuyaient vers le Canada pour éviter d'être enrôlés dans l'armée. Des étudiants de l'université de Kent ont été tués [par la Garde nationale]. Ma première participation à une action a été une manifestation devant le consulat américain de Toronto après le meurtre des étudiants de Kent. Ces années-là, la première génération d'immigrants ayant eu la possibilité d'étudier à l'université est née. J'ai donc rencontré des Ukrainiens-Canadiens à l'université et j'ai rapidement participé au mouvement étudiant ukrainien. Ce mouvement étudiant, ukraino-canadien, évoluait progressivement vers la gauche. En l'espace d'un an, nous sommes tous devenus socialistes, pour ainsi dire. Nous sommes passés d'une sorte d'acceptation ou d'accord non critique avec le nationalisme ukrainien dans lequel nous avons été élevés... Ce n'était donc pas quelque chose que nous acceptions librement, nous avons été élevés dans cet esprit. Puis nous sommes passés du nationalisme ukrainien au socialisme radical, et certains d'entre nous sont passés au trotskisme. C'est ainsi que j'ai rejoint le mouvement trotskiste. Nous avons défendu les prisonniers politiques soviétiques, réclamé des droits pour les minorités ethniques et culturelles et participé

à des mobilisations contre la guerre et pour l'autodétermination du peuple québécois. Mais ce qui se passait en Europe – mai 1968 à Paris, l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie en août de la même année – était aussi quelque chose de très prégnant dans notre conscience.

Nous avons suivi ces événements, le développement du mouvement dissident en Ukraine soviétique et les répressions de 1972. Cela a provoqué des manifestations. J'ai organisé une grève de la faim à Winnipeg, si je ne me trompe pas, en 1972. À l'époque, nous en avons interpellé le Premier ministre du Canada, Pierre Trudeau. Il a été contraint de négocier avec nous pour mettre fin à la grève de la faim. Trudeau a accepté que lorsque le Premier ministre soviétique Kossyguine viendrait négocier avec lui, il soulèverait la question de la répression et des prisonniers politiques en Ukraine. Nous avons arrêté la grève de la faim. Il y a eu de telles mobilisations. Beaucoup d'entre nous se sont radicalisés et sont partis en Europe pour étudier dans des universités, notamment en Écosse. Bohdan Kravchenko a été le premier à s'y rendre et a ensuite fondé le magazine *Critique*, une publication anglophone très influente sur l'Europe centrale et orientale, l'histoire et la modernité.

À Londres, Glasgow et Paris, nous avons «recruté» des étudiants d'Amérique du Nord. En 1975, nous avons commencé une nouvelle action: la contrebande de littérature illégale vers l'Europe de l'Est pour soutenir les mouvements de résistance: ukrainien, tchèque, polonais et hongrois. Nous avons participé à l'organisation d'un réseau qui fournissait de la littérature illégale, des machines à écrire, du papier, diverses aides matérielles et toutes sortes de livres. Et en 1975, nous avons fondé le magazine *Діалог* (Dialogue). Au Canada, il existait également un magazine en anglais appelé *Meta*. Ces deux revues



commentaient et participaient à des discussions sur la situation politique en Union soviétique, en Europe de l'Est, en Afghanistan et sur le mouvement ouvrier Solidarność en Pologne. Ces sujets étaient au centre de notre attention.

Dans le mouvement trotskiste, j'ai participé au secrétariat international [4^e Internationale], dirigé par Ernest Mandel. Je l'ai quitté en 1982 parce que la section canadienne (où je vivais à l'époque) a pris une position ambivalente sur l'invasion soviétique de l'Afghanistan. J'ai considéré que c'était une honte et j'ai exigé le retrait immédiat des troupes [soviétiques].

Comment l'ancienne génération de la diaspora ukrainienne vous a-t-elle influencé?

Nous étions amis avec eux. C'est la génération du Parti démocratique révolutionnaire ukrainien (PDRU), fondé dans les camps de personnes déplacées après la guerre. C'est la génération de *Vpered*, un journal socialiste radical publié par Vsevolod Holubnychyi, Roman Paladiychuk et Ivan Maistrenko. Nous avons rencontré ces personnes dans les années 1970, nous avons lu leurs œuvres, nous avons reçu d'eux des exemplaires de *Vpered* et nous avons essayé de poursuivre cette tradition, de la restaurer et de l'appliquer aux questions contemporaines. J'ai personnellement rencontré Ivan Maistrenko en 1975 à Munich. Il avait déjà 75 ans, mais il était très impressionnant. Il avait une moustache de cosaque - un vrai socialiste ukrainien. Lorsque nous sommes allés boire une bière, il a revêtu une cape en cuir qu'il avait apportée d'Ukraine. Cette cape datait probablement de la guerre civile. J'ai rencontré Vsevolod Holubnych à New York. Il a grandement influencé notre compréhension de l'histoire des mouvements révolutionnaires et du Parti communiste ukrainien, du développement de l'Union soviétique, de

l'économie de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de la famine de 1932-1933. Nous avons beaucoup appris de lui sur ces sujets. C'était une personne unique, rare dans l'émigration ukrainienne, parce qu'il avait des positions marxistes. Il était en effet l'un des principaux chercheurs et dépassait dans son travail scientifique presque toutes les personnes qui avaient d'autres convictions politiques, y compris les nationalistes. Il était respecté bien au-delà de la communauté ukrainienne dans les cercles universitaires d'Amérique du Nord et d'Europe.

Il se trouve que les Américains, qui occupaient l'Allemagne de l'Ouest avec les Britanniques et les Français, n'ont pas permis à Ivan Maistrenko et, dans un premier temps, à Vsevolod Holubnychyi d'émigrer en Amérique. Maistrenko était communiste et Vsevolod Holubnychyi était infirme. Mais Roman Paladiychuk, qui était également membre de ce mouvement de gauche, une petite communauté en Allemagne de l'Ouest, a pu s'installer au Canada. Ils étaient tous pauvres et n'avaient rien pour publier un journal. Mais Paladiychuk avait l'esprit d'entreprise et savait comment gagner de l'argent si nécessaire. Il a donc acheté du café d'Amérique du Sud au Canada, l'a envoyé par la poste à Munich, et là, le comité de rédaction du journal *Vpered* a divisé ce paquet en plusieurs petits paquets qu'il a vendus aux soldats américains et à d'autres habitants de Munich qui avaient les moyens de s'offrir du café naturel. Le produit de ces ventes leur a permis de financer leur journal pendant dix ans. Le journal a eu beaucoup de succès et a bénéficié d'une grande publicité.

Comment la gauche ukrainienne était-elle organisée au Canada?

Le cercle de gauche était petit. Il y avait jusqu'à 50 membres qui coopéraient activement à la publication



du magazine et à l'organisation de mobilisations, de grèves de la faim et de manifestations, mais les actions que nous organisions étaient beaucoup plus nombreuses. Les premières manifestations à Ottawa en décembre 1970, à l'arrivée de Kossyguine, ont rassemblé jusqu'à 5000 personnes. Nous avions invité un certain nombre de personnes de l'Union des étudiants ukrainiens au Canada, qui n'était pas une organisation politique, mais une communauté d'étudiants. Au milieu des années 1970, elle comptait plusieurs milliers de membres. Si le noyau de la gauche était assez restreint, les idées de gauche étaient très populaires, ce qui se reflétait dans les journaux, les magazines tels que *Student*, *Meta*, etc. et dans le contenu des mobilisations. Cela a duré jusqu'au milieu ou à la fin des années 1970, puis il y a eu un long, très long déclin. La société en général est devenue beaucoup plus conservatrice. Les politiques néolibérales se sont imposées en Amérique du Nord et en Europe occidentale. Le cercle de la gauche s'est rétréci et, en 1985, il était à peine visible. Quelques personnes essayaient encore de faire quelque chose ici et là. J'ai déménagé en Angleterre en 1985, j'y suis resté et j'ai commencé à publier un autre magazine intitulé *Ukraine Today*. Avec Jarko Koszew, nous avons publié deux numéros. L'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl en 1986 a été suivie d'un dégel, de la perestroïka, de la glasnost, de l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, et mener des activités de façon clandestine n'était plus nécessaire. Avec des personnes prêtes à le faire, nous pouvions agir plus ouvertement, voyager librement en Europe de l'Est et finalement en Union soviétique, contacter des personnes avec lesquelles nous essayions d'établir des relations depuis longtemps et les aider. C'est ainsi que nous en sommes arrivés aux années 1990. [...]

Comment imaginiez-vous l'Ukraine soviétique? Qu'est-ce que la RSS d'Ukraine représentait pour la diaspora?

Personnellement, j'ai été fortement influencé par Trotsky et son ouvrage *La révolution trahie*. Je ne voyais pas l'Union soviétique comme un État ouvrier déformé, mais comme une dictature dans laquelle la bureaucratie, bien qu'elle n'ait pas de propriété privée, tenait l'économie et les leviers coercitifs de l'État entre ses mains, c'est-à-dire qu'elle les dominait. Nous considérons l'Union soviétique de ce moment comme une dictature stalinienne plus douce, parce que c'était l'ère post-Khrouchtchev, l'ère de Brejnev et de Kossyguine. Nous pensions qu'elle était dominée non seulement par l'idéologie du stalinisme, une dictature à parti unique présentée comme le visage de la dictature du prolétariat, mais aussi par un parti chauvin grand-russe qui opprimait les peuples non russes de l'URSS, qui n'avaient aucun droit à l'autodétermination, si ce n'est sous des formes culturelles folkloriques. Le droit constitutionnel à l'autodétermination nationale n'était pas reconnu en pratique.

Quand êtes-vous venu pour la première fois en RSS d'Ukraine et quelles ont été vos impressions?

Je suis arrivé pour la première fois au cours de l'été 1988 pris d'une grande peur. J'étais assis dans un avion et je regardais la frontière, je voyais des villages et des champs. J'ai réalisé que j'étais déjà arrivé en Ukraine. Je me suis dit: quand l'avion atterrira, je descendrai et j'embrasserai le sol. Je suis donc descendu de l'avion, et il y avait des gens avec des mitraillettes sur le tarmac! Toute une rangée de soldats. Je me suis dit: «Je ne vais pas embrasser le sol devant eux.» J'ai attendu d'être arrivé au parc Taras-Chevtchenko et c'est là que j'ai embrassé le



sol. Je suis arrivé avec une certaine crainte, mais je transportais déjà de la littérature dans ma valise. J'avais deux valises: dans l'une, je transportais des affaires pour ma famille, des bottes, des vêtements et un magnétophone. Cette valise m'a été volée à l'aéroport. Je ne l'ai jamais retrouvée. Dans la seconde valise, j'avais de la littérature clandestine. Je me suis beaucoup plaint qu'on m'ait volé la plus grande valise et que les gardes-frontières n'aient pas vérifié ce que j'avais dans la seconde. J'ai donc pu l'apporter et j'ai pu distribuer son contenu aux gens d'ici. C'était ma première visite. Je m'y suis rendu avec un groupe de touristes. Nous nous sommes retrouvés à Lviv et je suis allé voir l'archevêque Sterniuk de l'UGCC [Église grecque-catholique ukrainienne], qui était assigné à résidence. Je lui ai rendu visite. Il n'a été libéré qu'un an plus tard. En 1989, lorsque je suis revenu en voiture de Hongrie, j'ai eu l'occasion de rencontrer Vyacheslav Tchornovil, Bohdan Horyn, des représentants de divers groupes d'opposition qui avaient grandi à Lviv, Kyiv et dans d'autres villes. Toute l'atmosphère avait changé de manière significative. C'est à ce moment-là que j'ai vraiment commencé à communiquer avec les membres du mouvement. Nous étions déjà proches de l'effondrement de l'URSS.

Y avait-il un segment de gauche parmi les opposants que vous avez rencontrés en RSS d'Ukraine? La dissidence a commencé par une critique de gauche du «socialisme réel», mais y avait-il encore des militants de gauche à cette époque? Ou bien tout le monde était-il déjà devenu libéral et nationaliste?

Le spectre des convictions idéologiques était très large: des catholiques grecs, des baptistes, qui étaient également persécutés, aux nationalistes, aux démocrates, aux membres du Parti communiste qui

réclamaient ardemment des réformes, en passant par les défenseurs de la langue ukrainienne. J'ai rencontré quelques groupes de gauche à Lviv en 1989. L'un d'eux était un jeune groupe de sociaux-démocrates ukrainiens chargés d'assurer la sécurité des manifestations qui se déroulaient à Lviv. Il y avait d'énormes manifestations. Ses membres, qui se promenaient avec des brassards et maintenaient l'ordre, étaient de jeunes socialistes et sociaux-démocrates. C'était un groupe à part. Ils m'ont emmené voir Tchornovil. Il aimait discuter avec eux, il les considérait comme des interlocuteurs intelligents. Je ne sais pas ce qu'ils sont devenus par la suite. Le deuxième groupe était dirigé par Oleh Olesevych, je dirais le premier hippie de Lviv. Il portait les cheveux longs et la police l'attrapait constamment par les cheveux. Il a organisé le USSR-USA Trust Group, qui prônait le désarmement. Ils avaient profité de la lutte pour le désarmement nucléaire mondial pour établir des liens



et communiquer avec des personnes partageant les mêmes idées dans les pays occidentaux. Il s'agissait de pacifistes et de militants de gauche sincères. Il y avait de tels groupes à Moscou, à Leningrad et peut-être à Kyiv. Un groupe très influent s'appelait Memorial. Je ne dirais pas qu'ils étaient de gauche, mais c'étaient des démocrates cohérents, des antistaliniens. Le mouvement de la perestroïka comprenait de nombreux membres du Parti communiste issus de ses strates inférieures. [...]

À Londres, vous êtes devenu l'un des pionniers des études ukrainiennes dans ces années-là.

J'ai enseigné les sciences politiques et l'histoire de l'Ukraine à la School of Slavic and East European Studies de l'université de Londres depuis 1991. Pourquoi ai-je été le premier à le faire? Jusqu'en 1991, le gouvernement britannique n'autorisait pas les universités à étudier l'histoire et les traditions locales des différents peuples de l'URSS. Tout cela relevait des études russes, ou de l'étude de l'Union soviétique. Ils ne voulaient pas offenser les dirigeants soviétiques en accordant une attention particulière à l'Ukraine, à la Géorgie, à la Lituanie, etc. Et en 1991, lorsqu'il est devenu évident que tout s'écroulait, l'étude de l'histoire et de la science politique des différentes républiques de l'Union soviétique a commencé. J'ai été le premier à enseigner spécifiquement l'Ukraine. En 1993, j'ai déménagé à la London Metropolitan University, où j'ai décidé de créer un centre qui étudierait le développement futur de l'économie, de la politique et des relations internationales d'une Ukraine indépendante, et qui faciliterait les liens entre les chercheurs et les étudiants d'Ukraine et du Royaume-Uni. J'ai organisé un programme de bourses pour les étudiants ukrainiens. Ils venaient chez nous pour certaines périodes

afin d'étudier et de mener leurs propres recherches. Ce programme a duré plusieurs années – j'ai trouvé l'argent nécessaire. J'ai également organisé des projets de coopération entre des universités européennes et ukrainiennes dans le domaine de l'intégration européenne – les relations entre l'Ukraine et l'UE, les aspirations de l'Ukraine à rejoindre l'UE. J'ai organisé plusieurs projets de ce type au cours des années 1990. [...]

Dans les années 1970 et 1980, les communistes ouverts et les marxistes étaient les chefs de file de la vie intellectuelle au Royaume-Uni. Que pensez-vous de l'état actuel de la gauche marxiste?

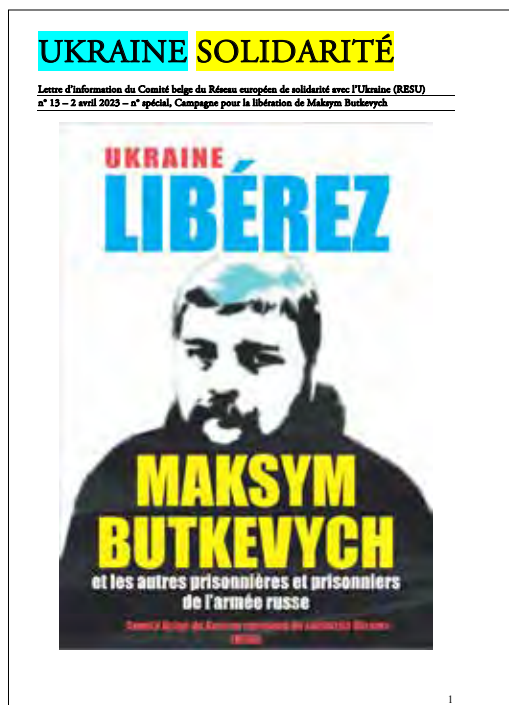
Je ne peux pas dire grand-chose sur les universités car je n'y travaille plus. Bien sûr, il y a encore des marxistes de ma génération qui travaillent dans différentes disciplines. Mais ce qui est plus intéressant, c'est que l'ère des partis communistes et du mouvement communiste, qui a commencé en 1917, est terminée dans la société. Les jeunes générations sont confrontées à la tâche d'inventer une nouvelle voie, un nouveau langage et une nouvelle forme d'activité pour poursuivre les mêmes idéaux et objectifs que le mouvement communiste a poursuivis dans le passé, lorsqu'il était véritablement révolutionnaire, progressiste et égalitaire, plutôt que stalinien et dégénéré. Nous sommes confrontés à de nouveaux défis pour renouveler et rafraîchir cet esprit et cette volonté d'émancipation. Cela nécessite un nouveau langage, de nouvelles formes d'activité. Cela se manifeste déjà au niveau de nouveaux mouvements sociaux, de petites initiatives qui commencent à défendre les droits des réfugiés et des migrants, à défendre notre système de santé, qui est soumis à une forte pression de privatisation, et sur diverses questions de solidarité internationale et de mouvements de libération.



Ces nouveaux mouvements sociaux et initiatives de solidarité sont actifs et se reflètent dans le renouveau du parti travailliste, qui a déjà gagné plus d'un demi-million de membres. Il s'agit principalement de jeunes qui cherchent un moyen de s'exprimer, de devenir politiquement actifs. Nous en sommes aujourd'hui à la phase initiale.

Que fait la campagne de solidarité avec l'Ukraine?

Ce mouvement est apparu en 2014, après la prise de la Crimée par la Russie. Il comprend des syndicalistes, des militants du parti travailliste, divers groupes de gauche et des personnes non affiliées. Nos principes: nous défendons les droits démocratiques et l'autodétermination nationale de l'Ukraine; nous sommes contre l'impérialisme russe et occidental. Nous défendons les syndicalistes, les démocrates et les militants des mouvements sociaux, et nous essayons à Londres de faire connaître leur sort et de les défendre. Nous avons également pour tâche de critiquer les courants pro-Poutine dans la gauche, qui sont très forts, je dirais même dominants en Europe occidentale – en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne. Il est très regrettable que les soi-disant mouvements de gauche assimilent le soutien à l'État de Poutine à l'image progressiste de la Russie. Ils pensent que leur défense de l'État russe et leur opposition à l'impérialisme américain sont progressistes. Ils ne voient pas en profondeur comment les personnes de bonne volonté sont persécutées en Russie et en Ukraine, c'est pourquoi nous essayons d'éclairer sur la situation.



BILKIS, UN FÉMINISME DANS LA GUERRE

UNE STATION D'ALIMENTATION

BILKIS¹

Au cours du mois dernier, notre nouvelle activité, la «station d'alimentation», a été très active. Chaque dimanche, nos cuisinier·es ont servi de la nourriture à tous ceux et celles qui en avaient besoin et qui se sont présenté·es.

Cette activité demande beaucoup d'efforts, y compris physiques, car nous devons parfois porter 7 kg de haricots ou éplucher 15 kg de pommes de terre. Mais en même temps, c'est incroyablement gratifiant et inspirant. Et le plus étonnant dans ce projet, c'est qu'il a été initié et coordonné par une de nos membres, qui n'avait pratiquement aucune expérience dans ce domaine, aucune formation culinaire, et qui n'avait jamais cuisiné de la nourriture dans de tels volumes.

Ivanka, la coordinatrice de la station d'alimentation, évoque les activités du projet :

Hier, je n'avais aucune idée de la manière dont il fallait tout organiser, et aujourd'hui, je gère avec confiance un projet qui s'accompagne d'une attention aux autres et d'une aide savoureuse et nutritive. Je suis encore impressionnée par la façon dont j'ai résolu tous les problèmes techniques liés à la préparation des repas et à la vaisselle.

Avant la première distribution des repas, nous avons fait une annonce uniquement sur nos médias sociaux,

ce qui rendait impossible l'accès à cette information pour ceux qui n'utilisent pas Internet. C'est pourquoi très peu de personnes sont venues ce jour-là, et nous avons redirigé de nombreux litres de bortsch vers une initiative bénévole qui travaille à la gare. Après avoir analysé la situation, nous sommes arrivés à la conclusion que nous devons faire connaître la station alimentaire dans les rues. Notre amie Olenka, une activiste, a collé des affiches dans la zone où la nourriture est distribuée. Et le résultat a été formidable : beaucoup de gens ont commencé à venir nous voir !

Le 12 mars, nous avons organisé notre distribution de nourriture la plus rapide : nous avons tout distribué en moins d'une demi-heure. Alors que nous approchions de l'endroit, nous avons remarqué une foule de personnes qui nous attendaient avec des seaux et des bocaux vides. Notre joie n'avait pas de limites. «Il y avait beaucoup de monde ce jour-là, il faisait très beau et il y a eu beaucoup de mots de gratitude. Nous avons offert aux gens du riz pilaf maison et du thé chaud», se souvient l'une des participantes. Les cuisiniers se sont déjà fait des ami·es parmi les démunies, ont des blagues locales et comprennent mieux l'aspect technique du processus.

2 AVRIL 2023

1. «La parole à Bilkis», *Soutien à l'Ukraine résistante*, vol. 10; «L'espace anticapitaliste des choses» et «Carnet de bord d'activités», *Soutien à l'Ukraine résistante*, vol 11; «16 jours d'action active contre les violences de genre», *Soutien à l'Ukraine résistante*, vol 14; «L'auto-organisation ne disparaîtra pas sans laisser de traces», *Soutien à l'Ukraine résistante*, vol 17. www.syllepse.net/en-telechargement-gratuit-_r_20.html.



BOÎTES ALERTES

LA RUSSIE AU MIROIR DE MACHA

ANDRÉ MARKOWICZ¹

Tout le monde – le monde entier – a entendu parler aujourd'hui de l'histoire de Macha Moskaliova qui, pour un dessin, a été enfermée dans un orphelinat alors que son père était condamné à deux ans de prison. Cette histoire a été révélée en France, une fois encore (j'allais dire comme toujours) par Jean-Marc Adolphe. Quand on regarde la façon dont les choses se sont passées, on y voit un concentré de ce que c'est que la Russie aujourd'hui, et pas que la Russie, il faut bien le dire, mais, nous dirons ça comme ça, beaucoup de Russes.

Et donc, en avril 2022, pendant une leçon de dessin, une enfant (elle a douze ans à l'époque), fait le dessin que vous voyez: d'un côté l'Ukraine, et il y a le drapeau ukrainien, avec écrit dessus «Slava Ukraïni» (gloire à l'Ukraine, vive l'Ukraine); de l'autre un drapeau russe (avec écrit dessus «Non à la guerre») et, au milieu, une mère (visiblement) et sa petite fille, habillées aux couleurs de l'Ukraine, et deux fusées qui volent dans le ciel. L'enfant qui a fait ce dessin s'appelle Macha Moskaliova, elle habite une petite ville de province de la région de Toula, Efremov. Toula, ce n'est pas le bout du monde, c'est à 200 kilomètres de Moscou.

L'enseignante de l'enfant, Nina Vorobiova (il faudrait garder ce nom en mémoire), voit ce dessin – nous sommes, faut-il le rappeler, en pleine guerre, et il vient d'y avoir la découverte de Boutcha, – et se précipite chez la directrice, Larissa

Trofimova (ce nom aussi, il doit rester). La directrice regarde le dessin, et, ni une ni deux, appelle la police. – Et c'est la première chose: deux enseignantes (cette directrice est, ou a été, je ne sais pas, une enseignante, elle aussi) dénoncent sa propre élève, et la dénoncent à la police. Pourquoi? Parce qu'elle est «mal éduquée». L'éducation qu'elle reçoit chez elle est mauvaise, parce qu'elle est «contre la guerre», et qu'elle écrit «Gloire à l'Ukraine».

La police arrive et, par un concours de circonstances, Macha s'enfuit de l'école et court chez elle, où elle vit avec son père – la mère, et c'est une chose importante dans l'histoire, a renoncé à ses droits parentaux depuis des années; elle vit, pas loin, mais avec une autre famille, et Macha a une sœur aînée, de 17 ans. La mère n'a pas vu sa fille depuis, dit-elle, le CP ou le CE1 (elle, la mère, ne se souvient plus très bien). Bref, le père et la fille vivent seuls. Le lendemain, Macha retourne à l'école, conduite par son père et, dès que la directrice les voit, elle appelle la police une nouvelle fois, et, cette fois, la police arrive avec les services de l'enfance (comment ça s'appelle en français?). Et ils sont amenés au poste. Là, les deux sont interrogés, séparément, et longuement (le père pendant plus de trois heures), et l'essentiel de l'interrogatoire tient dans le fait que, oui, cette enfant a été mal éduquée.

Le père est condamné à payer une amende pour «discréditation de l'armée». – Le soulignement rouge de ce mot par le dictionnaire de FB me montre qu'il n'existe pas: je dirai donc «discrédit jeté sur l'armée». Mais le fait est là: le discrédit, pour les autorités, de l'armée tout entière, et donc de tout le pays, est jeté par un dessin d'enfant. C'est-à-dire

1. Comité belge du Réseau européen de solidarité Ukraine.

que tout l'appareil étatique de la Russie est, de l'aveu même de cet appareil tout entier, mis en danger par un dessin fait dans une classe d'une école de province, et personne dans l'appareil de l'État, aucune des enseignantes en cause dans cette affaire ne met en doute ce qui nous paraît, nous, comme une absurdité : comment un dessin peut-il « discréditer » une armée ? – Et, tant qu'à faire, n'est-ce pas plutôt l'armée elle-même qui se discrédite, et le pays tout entier, d'abord en faisant ce qu'elle fait en Ukraine, et ensuite faisant venir la police dans une école pour un dessin?... Et que dire du rôle de la délation – qui est la réaction première des deux enseignantes.

Je dis des deux, parce que, dès ce jour-là, Macha n'a pas pu retourner à l'école. Elle a été victime de violences, de harcèlements (qui, visiblement, ne s'étaient jamais produits auparavant) de la part de ses camarades de classe, et, si ces harcèlements se sont déclenchés, c'est évidemment parce que l'enseignante a désigné son élève comme « traître » ou « agente de l'étranger », ou Dieu sait quoi. Et que les élèves, visiblement, ont suivi. Les violences ont dû avoir été telles que Macha n'a pas pu tenir deux jours.

Son père l'a gardée chez lui, – sa fille le suppliait de ne pas l'envoyer à l'école. Il a été condamné à une amende (de 30 000 roubles, – ce qui correspond, je crois, à un mois de son salaire – un salaire de misère). On pensait que l'affaire s'arrêterait là. Mais non.

En décembre, il y a une perquisition chez eux. Une douzaine de policiers, d'hommes du FSB et de pompiers. – Oui, de pompiers, parce qu'ils avaient apporté une machine à scier les portes, et que, donc, les étincelles peuvent provoquer un incendie. Cette perquisition a été d'une violence soulignée, et elle s'est faite sous les yeux de l'enfant. Les policiers ont

simplement tout détruit : ils ont ouvert les meubles (pour voir, sans doute, s'il n'y avait rien de caché de dedans), jeté tous les habits par terre et marché dessus avec leurs bottes (nous étions, donc, en décembre), ils ont cassé les tableaux, pris tous les lacets de chaussures, confisqué l'argent (125 000 roubles et 3 100 dollars d'économies)... « Et d'où tu as pris ces dollars ? Et qui est ton patron ? » – Macha, en larmes, les suppliait d'arrêter, mais eux, bien sûr, hommes et femmes (il y avait des femmes parmi les flics) continuaient sans simplement la regarder. – L'appartement s'est transformé en champ de ruines.

Une fois que tout a été cassé, Macha, sans avoir le temps de rien prendre avec elle, en l'espace de deux minutes, a été arrachée à son père et emmenée... dans un orphelinat, alors que Serguéï Moskaliov, lui, était amené au poste, où il a été torturé, battu à coups de pied et de poings, la tête cognée contre le mur. Il a été laissé quasiment inconscient dans une pièce avec, pendant plus de deux heures, une radio qui jouait l'hymne russe à pleine puissance... Et oui, l'hymne russe peut devenir une torture en soi. Mais, là encore, ce qui est inouï, c'est le fait que cette torture-là a pu être imaginée. Il ne s'agit pas de la torture par le bruit, qui est connue, hélas (et utilisée, en particulier, par les Américains à Guantanamo et ailleurs). Non, il s'agit aussi, et surtout, d'un acte symbolique : c'est le pays tout entier, qui, à travers son hymne, est censé punir le mauvais père. Lequel, donc, est mauvais parce qu'il a inculqué à sa fille l'idée que la guerre est une chose mauvaise. – Je le note, parce qu'Ivan Dmitriev, avant la guerre, lui, avait été accusé de pédophilie et qu'il est en train de purger une très longue peine de prison pour ça. Là, ce n'est pas ça du tout : la mauvaise éducation ne consiste qu'en ça, le fait que les deux « discréditent l'armée ».



Le père réussit à rentrer et à récupérer sa fille une première fois, et ils décident de quitter la ville, d'aller chez une amie, dans une ville à côté. C'est là qu'ils seront arrêtés à nouveau, le 1^{er} mars. La police se présente, emmène le père, laisse Macha seule, et, le temps que Macha ait le temps d'appeler quelqu'un, les services de l'enfance reviennent et l'emmènent, elle aussi.

Le père est assigné à résidence chez lui, et il est jugé pour «double discrédit de l'armée» (parce qu'il a posté une phrase dans le réseau social russe Vkontakte). Il n'a pas le droit de sortir de chez lui, mais il n'a pas d'argent, et il n'a pas le droit de faire les courses. Ce sont quelques amis qui l'aident, comme ils peuvent, mais, en gros, il n'a rien du tout. Et sa fille, elle, est dans un orphelinat.

Les services de l'enfance veulent priver le père de ses droits parentaux pour mauvaise éducation (rappelons qu'il l'a élevée seule, depuis sa petite enfance, et que sa fille l'adore). Serguéï Moskaliov est jugé, et le procureur demande deux ans de prison. La veille du jugement, il s'enfuit, et on le retrouve, le 28 mars dernier, à Minsk, d'où il est extradé en Russie. Il risque donc aujourd'hui une peine plus importante encore.

Sa fille lui avait écrit une lettre, de son orphelinat – dans lequel les conditions doivent être celles d'une prison (il y a beaucoup d'orphelinats pareils à travers la Russie), une lettre bouleversante, qui a fait, à l'instant, le tour du monde. Elle y écrit : «Je te demande vraiment de ne pas tomber malade et de ne pas t'inquiéter. Tout va bien pour moi, je t'aime beaucoup et je sais que tu n'es responsable de rien, je serai toujours de ton côté, tout ce que tu fais est juste»... [...] «Je crois que tout ira bien et que nous serons de nouveau ensemble. [...] Tu es mon père, le plus intelligent, le plus beau, le meilleur père du

monde. Sache-le, il n'y a pas mieux que toi [...]. Je sais que tu ne céderas pas, tu es fort, nous sommes forts [...]. Je vais prier pour toi et pour nous. [...] Je t'aime, tu es un héros. Mon héros.»

Pourtant, depuis le 1^{er} mars, personne d'extérieur aux services de l'enfance n'a eu le droit de voir Macha. Et Macha, à bout de forces, a fini par écrire à sa mère, pour qu'elle vienne la prendre.

La mère a dit qu'elle la prendrait chez elle. Elle vit dans un village. Elle travaille, de temps en temps, comme «gardienne»; mais, avec sa fille, il faudra qu'elle reste chez elle, dit-elle, parce que «la ville est à 25 kilomètres, et il y a un car un jour sur deux», et que, donc, elle ne peut pas trouver de travail permanent à la ville. – Imaginez ce que signifie cette phrase sur la situation réelle de la Russie, – en dehors de la guerre en Ukraine. À 200 kilomètres de Moscou, il y a un car tous les deux jours (un seul, pas deux).

La mère dit d'autre part, donc, qu'elle ne se souvient pas quand elle a revu sa fille, mais qu'elle, elle ne va pas se «fourrer» dans la politique, et qu'elle ne comprend pas pourquoi le père a «bourré la tête à sa fille» avec toutes ces salades. Elle, ces salades (donc, le fait de considérer que l'Ukraine et la Russie doivent vivre en paix), elle va les lui enlever de sa cervelle, même si, bien sûr, elle ne lui interdit pas d'être en contact avec son père, – c'est-à-dire de lui écrire, parce qu'il sera en prison.

Telle est la situation au moment où j'écris. Pour l'instant, Macha est toujours dans l'orphelinat. Serguéï va être déchu de ses droits parentaux.

L'image de la misère morale, – les délations, la peur – pour un dessin... La misère physique, – la misère des provinces. La violence et une affaire qui fait le tour du monde. Pour «discrédit jeté sur l'armée».



Est-elle, cette affaire qui «discrédite», évidemment, le régime de Poutine tout entier, le résultat d'un engrenage lié au comportement de quelques fonctionnaires de province? Bien sûr. Mais pas seulement, et de loin: elle est remontée jusqu'à Poutine, et Dmitri Peskov en a parlé, pour justifier ce qui s'est fait. Cette affaire parce qu'elle sert à faire peur à tous

les parents qui voudraient dire à leurs enfants que c'est mal de bombarder des enfants. Elle existe parce qu'elle les oblige, comme au temps de Staline, de vivre dans un mensonge permanent – et à trembler, parce que, la délation, elle peut venir de n'importe qui. Et que, pour l'extérieur comme pour l'intérieur, Poutine n'a plus rien à faire de son image.

DIMITRI NAÏDITCH, «LES CHANSONS SANS VOIX»

ARTICLE REPRIS DU WEBZINE WWW.JAZZIN.FR¹

En même temps que son hommage à Franz Liszt, *SoLiszt*, Dimitri Naïditch consacre un nouvel album à son pays d'origine, l'Ukraine, aujourd'hui sous le feu des forces armées russes depuis presque un an.

Dimitri Naïditch s'en explique dans le livret qui accompagne le disque :

Né en Ukraine, devenu français après trente ans de vie en France, je reste aussi, à jamais, Ukrainien [...]. Refaire un CD dédié à l'Ukraine en ce moment douloureux devient une évidence et une nécessité absolue. J'ai été bercé par la musique traditionnelle ukrainienne et je garde à jamais son empreinte dans mon âme. J'ai déjà réalisé de nombreux projets dédiés à cette musique dont deux Cds *Trio Kiev* et *Davnyna* (qui ne sont jamais sortis en France), mais aujourd'hui c'est en solo que j'ai envie de rendre hommage à mon pays natal [...]. La musique a toujours eu une place très importante dans la vie des Ukrainiens. Travail, loisirs, fêtes populaires, naissances, mariages, enterrements, les chants avaient une place indispensable dans la vie quotidienne du peuple ukrainien. Chansons de fêtes, débordantes

de joie, chansons lyriques pleines de poésie, depuis des siècles (certaines ont plus de mille ans), transmises d'une génération à l'autre, elles nous amènent les reflets des tempos passés.

Le disque est composé de 14 pièces, 5 compositions originales imprégnées par le folklore et 9 pièces inspirées par les chants traditionnels de son pays natal.

La première pièce inspirée par le folklore est «Ne bois pas mon fils» («Oj Pje Chumak Pjé») est



1. Avec l'aimable autorisation de J.-Paul Gambier, www.jazzin.fr.

d'un caractère méditatif, les autres pièces «folkloriques» sont «La jeune fille et le fleuve» (chant de mariage), plus élégiaque, «Kolyskova» (Berceuse) sur un rythme lent, «Pryjdy Mamka», «Na Gori Oves» (Chant de mariage), «Oj Sim Lit Boula», «Toccata sur Nese Galia Vodou», «Tchom Ty Ne Priyjchov» (Chant lyrique) sont toutes des interprétations jazz très marquées par le folklore ukrainien. «Danse des Carpates» au rythme très enlevé, «Tchernovitska», «Chanson en la», «Fauve Song», et «Douma» sont des compositions originales que l'on pourrait facilement pendre pour des pièces folkloriques.

La dernière pièce de l'album est une improvisation sur l'hymne nationale ukrainien.

La tonalité du disque, plus méditative et plus mélancolique que le précédent album consacré à Liszt, mais avec quelques pièces vigoureuses de caractère dansant, est donc résolument tournée vers le folklore

avec ses tournures rythmiques et ses mélodies caractéristiques dont les racines sont très anciennes.

Avec sa belle technique et sa grande sensibilité, Dimitri Naïditch vient apporter sa couleur jazz à l'ensemble de ce répertoire, pour réaliser un bel album en piano solo, très poétique, très émouvant, un vibrant hommage à la culture musicale de son pays aujourd'hui martyrisé.

www.jazzin.fr/dimitri-naiditch-ukraine-les-chansons-sans-voix/

www.youtube.com/watch?v=hMAmtqJqh50



CARRÉ BLANC POUR LE CARRÉ NOIR

Kazimir Malevitch est considéré comme l'une des icônes de la peinture du 20^e siècle.

Le carré noir est un motif récurrent dans plusieurs de ses tableaux, dont la première version a été présentée lors d'une exposition en 1915.

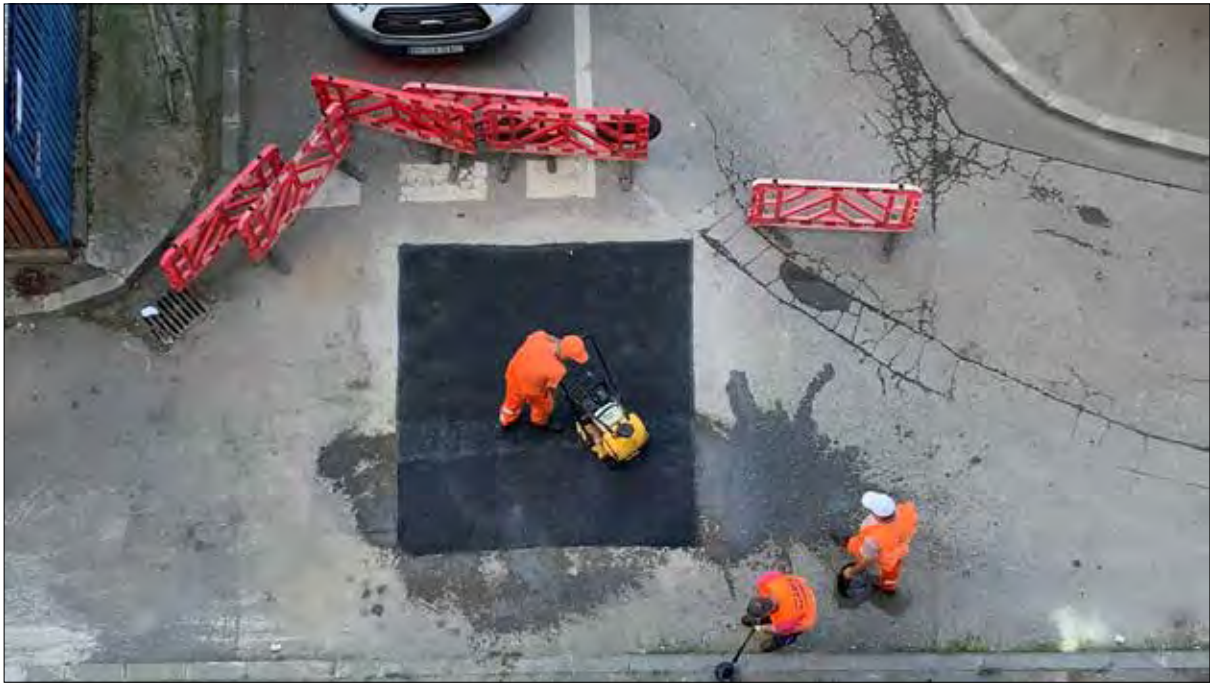
Peint à l'huile sur toile, le tableau mesure 79,5 × 79,5 cm et se trouve aujourd'hui à la galerie Tretyakov à Moscou.

Après l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, Roskomnadzor, le Service fédéral russe de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias, a explicitement mis en garde contre l'utilisation de symboles «ambigus» – drapeaux de nations étrangères (bleu-jaune), oiseaux (la colombe blanche) ou carrés noirs.

Roskomnadzor surveille méticuleusement toutes les publications des institutions publiques. Ces mesures de censure s'expliquent par le fait que l'œuvre de Malevitch est utilisée aujourd'hui (comme elle l'a déjà été dans un passé récent) comme un symbole pour critiquer la censure. Le *Carré noir* a été peint sur une autre œuvre d'art et représente donc la disparition de l'art. Pour Kazimir Malevitch, «le monde ment, la pensée aussi, et la peinture ment encore plus: elle n'offre que des tromperies colorées qui, de surcroît, sont destinées à servir ceux qui détiennent le pouvoir. Mais rien de tout cela n'est réel».

Le *Carré noir* a été utilisé pendant l'Euromaïdan comme signe de protestation et de résistance.

THE CROWN LETTER



Aurelia Mihai, *The-Black-Square*. (© The Crown Letter.)

SOTSIALNYI RUKH, LA COMMUNE DE PARIS... ET LA MOBILISATION SOCIALE EN FRANCE

Le 8 mars 1871, les travailleurs français se sont soulevés contre les envahisseurs étrangers et les dirigeants hostiles au peuple, en formant la Commune de Paris. Les travailleurs ont pris le pouvoir en main et ont montré au monde un exemple de véritable démocratie populaire, de production sociale et de solidarité. Bien que la Commune n'ait duré que soixante-douze jours, son exemple reste, selon les mots de Mykhailo Hrushevsky, «l'une des pages les plus brillantes de l'histoire de l'humanité et de ses aspirations à une vie meilleure».

152 ans plus tard, la France est à l'aube d'un nouveau changement. Après la signature par le président Macron d'un projet de loi visant à relever l'âge de la retraite de manière antidémocratique, les mobilisations contre la réforme ont pris un nouvel élan. Des manifestations publiques ont éclaté dans tout le pays, le périphérique de la capitale ayant été partiellement bloqué par des manifestants, et de nombreux manifestants ayant brûlé des maquettes en papier de représentants du gouvernement sur la place de la Concorde à Paris. La Confédération générale du travail, le plus grand syndicat de France, a appelé à une grève nationale le jeudi 23 mars.

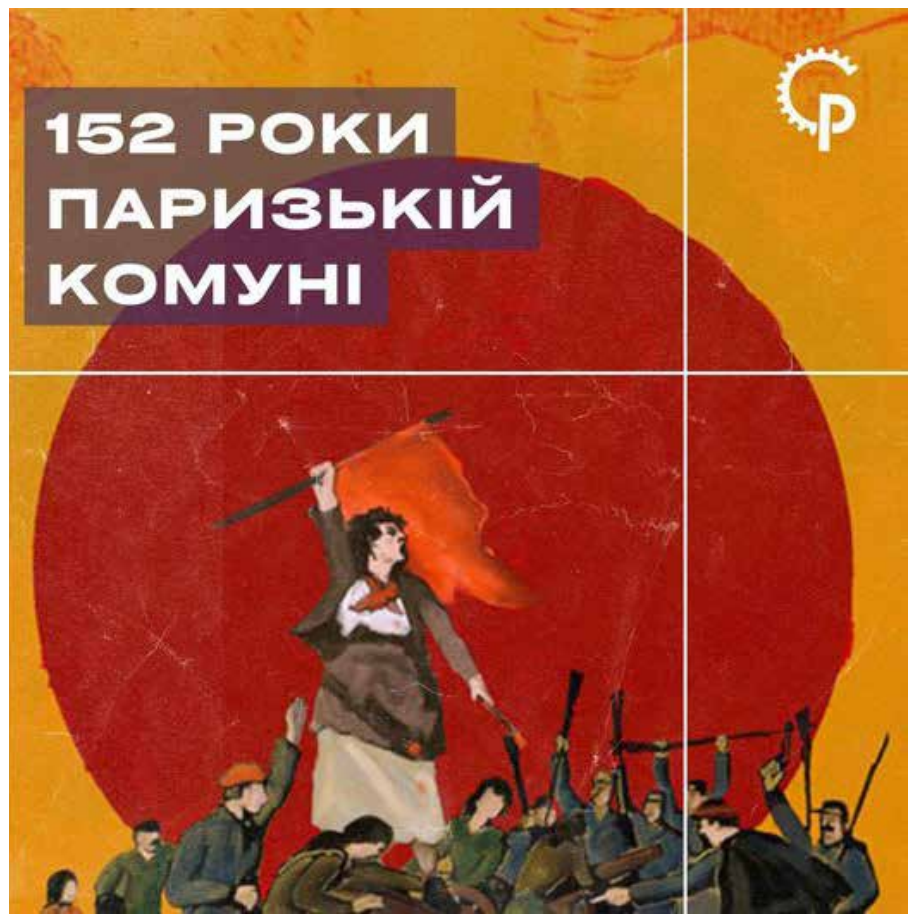
Comme au siècle dernier, les travailleurs français n'ont pas fini de résister, malgré les pressions des autorités. Leur tradition de lutte pour des conditions de vie décentes, vieille de plusieurs siècles, ne peut que nous inspirer.

Aujourd'hui, tout comme en France il y a un siècle et demi, les Ukrainiens montrent au monde un exemple de solidarité populaire face à l'agression impérialiste, tout en défendant leur vision socialement progressiste du pays contre les réformes qui restreignent les droits du travail et les droits sociaux.

L'exemple de la Commune et les manifestations actuelles en France nous inspirent et nous donnent de la force pour la lutte future – à la fois contre l'impérialisme et pour un avenir meilleur.

Vive la Commune! [en français dans la déclaration]

19 mars 2023



Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

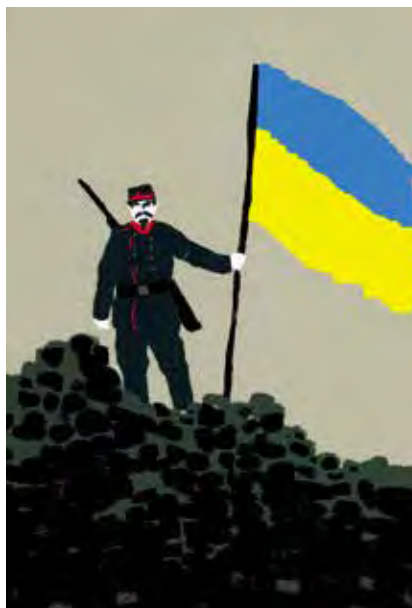
Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : «Crosse en l'air».